

ECOLE ET EDUCATION

BULLETIN DU SYNDICAT GÉNÉRAL
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
— C. F. T. C. —

SOMMAIRE

	Pages		Pages
Autour du statut de l'Ecole (F. Henry) ..	3	Délégations rectorales	17
Congrès de Pâques	4	Centre national de la Recherche scientifique	18
Rapport moral	5	Pédagogie	19
Technique syndicale et propagande	6	Vie des sections et des catégories	21
Rapport sur les traitements	8	Le certificat d'Etudes primaires	23
La grève dans l'Enseignement	15		

DECLARATION DE PRINCIPES

(EXTRAIT DES STATUTS)

Il est formé entre les Personnels du **Ministère de l'Education Nationale** et détachés qui adhèrent aux présents statuts, un syndicat basé sur les dispositions du Livre III, titre I du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale (1).

Ce groupement prend le nom de **Syndicat général de l'Education Nationale**.

Le Syndicat déclare s'inspirer dans son action professionnelle :

- de l'engagement qu'ont pris ses membres, en entrant dans un service statutairement laïque et neutre, de faire odstraction, dans leur enseignement, de toute doctrine d'autorité et préférence de parti pour former seulement les jeunes esprits à l'usage de la raison et de la liberté ;

- de l'attachement de ses membres à l'école publique, du sentiment de son unité, de la conscience de son rôle social ;

- de la tradition universitaire qui réuse de faire dépendre le recrutement et l'avancement des maîtres de l'adhésion à une quelconque doctrine d'Etat ;

- de la conviction que l'Enseignement Public contribue à former de future citoyens non pas en leur imposant une doctrine, mais en suscitant dans la jeunesse des forces qui se mettront librement au service du bien public.

Conscient de la solidarité de ses membres avec les autres fonctionnaires et l'ensemble des salariés, solidarité qui demande une liaison permanente avec des organisations usant des mêmes méthodes.

Le Syndicat se déclare solidaire de la Fédération Française des Syndicats Professionnels de Fonctionnaires et de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens.

L'affiliation qui exprime cette solidarité ne modifie en rien les principes d'action professionnelle ci-dessus posés.

BUREAU NATIONAL

Président : E. Coornaert, 3, rue Paillet, Paris-V°.

Secrétaire général : G. Raynaud de Lage, 16, rue Gounod, Saint-Cloud (S.-et-O.).

Sec. Adj. : P. Vignaux, 7, r. Las-Cases, Paris-VII°.

Secr. administrative : Mlle Guillard, 36, rue de la République, Saint-Mandé (Seine).

Secr. d'Ecole et Education : J. Cournil, 110 avenue d'Orléans, Paris-XIV°.

Trésorerie : Mlle Valiquet, 5, quai de Montebello, Paris-V°.

Délégué au bureau confédéral : François Henry, 40, avenue Bosquet, Paris-VII°.

Secr. des personnels administratifs :

Beaux-Arts : R. Lagrange, 8, rue Beauséjour, Arcueil (Seine).

Educ. Nationale : Maurice Henry, 70, bd Jean-Jaurès, Clichy (Seine).

Secr. du personnel des « Arts et Lettres » :

Musées : J. Charbonneaux, 6, av. du Maine, Paris-XIV°.

Bibliothèques : Leguay, 5, rue Michelet, Paris.

Archives : A. Mirot, 1, rue du Cardinal Mercier, Paris-XV°.

Recherche scientifique : Mlle Oswald, 171, boul. Saint-Germain, Paris.

Secr. pour l'enseign. supérieur : Trochain, 31, rue de l'Université, Montpellier (Hérault).

S. Section Astronomes-Géophysiciens et Calculateurs : Maître et Clamagirand.

Secr. du pers. de l'Administration de l'enseignement supérieur : Dupas, Secrétaire des facultés, 7, rue Auguste-Angelier, Lille.

Secr. pour l'enseign. du 2° degré : Labigne, lycée de garçons de Saint-Cloud (Seine-et-Oise).

Secr. pour l'enseign. technique : Salvaire, 10, rue de l'Ecu, Reims.

Secr. pour l'enseign. du 1° degré : Besnard, 6, rue Carnot, Levallois (Seine).

Secrétaires des catégories du second degré :

Lycées de j. f. : Mlle Rémond, 5, rue César-Franck, Paris-XV°.

Lycées de garçons : Marion, 10, rue Achille-Luchaire, Paris-XIV°.

Collèges modernes : Thirion, 55 ter, bd de Versailles, Suresnes (Seine).

Délégués d'enseignement : F. Rivet, 17, rue Bonaparte, Paris-VI°.

Préparateurs : Mme Biraud, 67, rue Madame, Paris-VI°.

Prof. adjoints : Quénu, 94, rue Nationale, Armentières (Nord).

Maîtres d'internat : Giroudon, M.I., Lycée du Parc, Lyon.

Education musicale : Mme Souriac, 26, rue Desrenaudes, Paris-XVII°.

Dessin : J. Aufort, 23, rue Truffaut, Paris-XVII°.

Travaux manuels : Mlle Robin, 7, rue Livingstone, Paris-XVIII°.

Education physique : Mme Garat, 30, rue Cler, Paris-VII°.

Classes élémentaires : Mlle Boudard, prof. au lycée Carnot.

Maîtresses primaires : Mlle Deblut, 14, rue Etex, Paris-XVIII°.

Dames secrétaires : Mlle Delcourt, 141, rue Brune, Paris-XIV° ; Mlle Flory, 8, rue Etienne-Jodelle, Paris-XVIII°.

Responsables des Commissions :

Commission pédagogique : Mlle Derrien, 36 ter, rue Cécile-Dinant, Clamart (Seine).

R. Perrin, 4, avenue de Vorges, Vincennes (Seine).

Commission des Traitements :

H. Rouxville, 14, rue Cernuschi, Paris-XVII°.

Tonnaire, 7, rue Lesdiguières, Paris-IV°.

Mlle Baudoire, 95, rue de Crimée, Paris.

J. Bazin, 16, rue Claude-Decaen, Paris-XII°.

Liaison avec la Société des Agrégés : Allard.

Liaison avec la « franco-ancienne » : Fabre, lycée de garçons de Saint-Cloud.

Liaison avec le Comité de la Paix : Allard, 39, av. G.-Péri, Vincennes.

AUTOUR DU STATUT DE L'ÉCOLE

Dans l'article intitulé : « *Du sens d'une école nationale* », nous indiquions que l'unité française, qui est une préoccupation essentielle des membres de l'enseignement public, dépend du contenu et de l'esprit de l'enseignement autant et peut-être plus que du statut juridique de l'école. Cela ne veut pas dire que le problème des institutions soit négligeable. Mais, précisément, le souci primordial d'une formation nationale commune aide à mieux découvrir les écueils qu'il faut éviter et à esquisser les solutions possibles.

Nous en avons un témoignage dans deux documents qui tombaient sous nos yeux ces jours-ci : un article paru dans *l'Ecole libérée* de juillet 1945 (Bulletin de la Fédération de l'Enseignement — C.G.T. — du Rhône); et une note définissant la position de nos camarades lyonnais du S.G.E.N.

Le numéro de *l'Ecole libérée* contient des plaidoyers pour ou contre le monopole de l'enseignement écrits et publiés avec une grande loyauté réciproque. L'article de Mlle Goblot, hostile au principe du monopole, est animé du même souci d'unité que l'article de M. Vian qui défend le point de vue contraire. C'est justement parce qu'à ses yeux le monopole mettrait à très rude épreuve l'unité réelle de la nation que Mlle Goblot énonce ses réserves. C'est aussi pour laisser subsister des possibilités de renouvellement et d'expériences originales que l'existence d'un secteur libre peut favoriser : « *Nous ne sommes pas si riches dans le domaine de l'éducation nationale que nous acceptons, de gaieté de cœur, de nous priver de tout secours d'où qu'il vienne, à condition bien entendu d'en contrôler l'application* ».

Mlle Goblot exprimait le vœu d'une discussion avec les syndicats chrétiens, précisant ainsi ses conclusions essentielles :

- que l'idée du monopole soit abandonnée ;
- que soit réclamée pour l'école d'Etat la totalité des subventions scolaires ;
- que soient appuyées toutes les revendications tendant à améliorer la situation des maîtres de l'enseignement officiel et le bon fonctionnement des écoles publiques.

Nous citons maintenant quelques passages caractéristiques de la note rédigée par la section du S.G.E.N.

« ...La question doit être à notre avis posée et résolue en fonction de deux faits :

a) Il est d'une utilité urgente pour l'avenir moral de la nation que l'enseignement cesse d'être un fac-

teur de division entre les Français. On doit au contraire tendre à dominer les oppositions du passé et à faire de l'école un instrument d'union. Cette exigence exclut un pluralisme absolu qui aboutirait à solidifier et même à accroître les divisions existantes ; elle appelle un accord de bonne foi sur des principes moraux et civiques et un contrôle de l'Etat sur l'ensemble de l'enseignement.

b) Il faut constater en même temps que la nation française est du point de vue philosophique et religieux profondément divisée, et que toute solution qui aboutirait à brève ou longue échéance, de manière directe ou indirecte, à imposer au pays un enseignement doctrinaire, créerait un climat d'oppression et de luttes civiles, et irait à l'encontre du but poursuivi. Ce fait exclut le monopole de l'Etat ou une nationalisation qui n'en serait que l'étape préparatoire ; il appelle la neutralité de l'Etat et la liberté de l'enseignement. »

Après avoir posé le principe de la liberté de l'enseignement, nos collègues indiquent qu'à leurs yeux le statu quo d'avant 1939 n'est pas une solution heureuse, et esquissent une orientation :

« Il nous paraît mauvais que l'Etat continue de se désintéresser de l'instruction d'une partie importante des Français. En conséquence :

1) L'enseignement libre doit être contrôlé. Il paraît à cet égard désirable :

— a) que l'on exige, en particulier dans l'enseignement primaire, l'égalité des diplômes pour les maîtres de l'enseignement libre et pour ceux de l'enseignement public ;

— b) que les établissements privés soient contrôlés en ce qui concerne la valeur de leur enseignement, la moralité et l'hygiène, la formation civique des élèves.

2) Ces mesures devraient être envisagées comme une épreuve qui peut être profitable à l'enseignement privé, et appliquées avec des transitions et des ménagements tels qu'elles n'aboutissent pas en fait à une suppression de cet enseignement.

3) Nous ne pensons pas que contrôle implique subvention ; nous n'acceptons pas le principe de la proportionnelle scolaire et pensons que d'une manière générale l'Etat n'a pas à subventionner d'autres établissements que les siens. Nous devons d'ailleurs constater que la non-subvention des établissements libres a pris pour une fraction importante de l'opinion la valeur d'un principe auquel elle est aussi fermement attachée qu'on l'est de l'autre côté au principe de la liberté de l'enseignement ; et si l'on veut arriver vraiment à une solution du problème il n'y a aucun intérêt à l'aborder par ce côté. »

Une dernière partie de la note que nous citons est consacrée à rappeler le lien qui existe entre la question de la liberté et celle de la neutralité : « ...plus l'enseignement de l'Etat sera neutre sur le plan philosophique et religieux, plus il sera aisé de trouver des solutions de conciliation entre enseignement libre et enseignement public et de les animer d'un esprit commun sur le plan civique et national. »

Nous retrouvons cette même préoccupation chez nos collègues du S.G.E.N. et dans l'article de Mlle

Gohlot. Dans les deux cas, elle inspire des efforts remarquables pour définir les possibilités d'un statut scolaire viable. Nous aurons, plus d'une fois sans doute, à discuter et à préciser ce que peut être « un esprit commun sur le plan civique et national ». Chaque fois que nous en parlerons, nous n'aurons pas l'impression de laisser de côté le problème des institutions, mais d'apporter au contraire des éléments pour aider à le résoudre.

F. H.

CONGRÈS DE PAQUES

15, 16 et 17 AVRIL 1946

11 bis, rue Roquépine, Paris

Lundi 15 Avril

9 heures. — Vérification des mandats.

Une erreur regrettable s'est introduite dans une note du numéro de février, page 7. Il fallait lire : « Il est évident que le nombre de voix dont disposent les délégués des sections est calculé en fonction du nombre de leurs cotisants. »

Réunions de la Commission pédagogique et de la Commission des traitements. Organisation du travail et des liaisons nécessaires sur le plan national. Préparation de la discussion et des résolutions des séances du lundi après-midi et du mercredi matin. Nous comptons que de nombreux délégués participeront à ces réunions.

14 heures. — Rapport moral, par Raynaud de Lage, secrétaire général.

Rapport financier, par Mlle Valiquet, trésorière.

On trouvera une esquisse du rapport moral dans le présent numéro, page 5.

16 heures. — Où en est la réforme de l'Enseignement.

Des articles concernant ce rapport ont été publiés dans « Ecole et Education », numéro de février, page 15 et numéro de Mars, pages 19 à 23.

Le lundi soir. — Réunions des délégués par catégories.

Mardi 16 Avril

8 heures. — Rapport sur Ecole et Education, par Cournil. R. Perrin répondra aux questions concernant la partie pédagogique dont il est responsable.

10 heures. — Technique syndicale et Propagande, par Quenu. (Voir la page 6 du présent numéro).

14 heures. — Rapport sur la grève, par Labigne. (Voir « Ecole et Education », numéro de février, page 3, numéro d'avril, page 15 et surtout le questionnaire de Labigne dans le numéro de mars, page 6).

Le mardi soir. — Réunions des délégués par Académies.

Mercredi 17 Avril

9 heures. — Rapport sur les traitements, par Rouxville. Outre la chronique des Traitements publiée régulièrement par « Ecole et Education », voir les pages 3 à 16 du présent numéro.

14 heures. — Relations du S.G.E.N. avec la C.F.T.C. et la Fédération des Fonctionnaires, par François Henry.

A cette occasion seront abordées les questions concernant la revision des statuts de la C.F.T.C. et la Presse syndicale (La Fonction Publique et Syndicalisme).

16 heures. — Réélections au Comité National.

Statutairement, ce Conseil est élu pour deux ans (Titre III, article 8), mais, considérant le développement du S.G.E.N. depuis un an, le présent Comité national a décidé de mettre ses mandats à la disposition du Congrès.

Joué 18 Avril

8 heures. — Réunion du Comité National

Le bureau du S.G.E.N. a décidé que seraient remboursés de leurs frais de voyage :

Deux délégués par Académie pour les 500 premiers membres cotisants au S.G.E.N. ;

Un délégué par 500 cotisants supplémentaires ou fraction de 500.

Le voyage ne sera remboursé qu'aux délégués dûment mandatés. Le nombre des cotisants sera arrêté à la date du 14 avril et vérifié le lundi matin avec la trésorière.

La décision prise par le Bureau et qu'on vient de lire concerne le nombre des délégués dont le voyage sera remboursé ; mais il est bien entendu que si les sections le désirent, elles peuvent envoyer un plus grand nombre de représentants (d'après l'article 15 des statuts, elles peuvent en désigner 1 par 50 cotisants ou fraction). Il est évident que le nombre de voix dont elles disposent est calculé en fonction du nombre de leurs cotisants.

Notre camarade Quenu va préparer un projet de règlement pour les votes à intervenir, projet qui sera soumis au Congrès, puisque les statuts ne traitent pas de ce point. Mais disons dès maintenant qu'en vue des votes particuliers aux catégories, les secrétariats académiques recevront des mandats de couleur différente qui ne seront remis, bien entendu, qu'aux délégués régulièrement mandatés : ces mandats seront blancs pour le supérieur, bleus pour le deuxième degré, rouges pour le premier degré, verts pour le technique, jaunes pour le personnel administratif. Un même délégué pourra recevoir mandat pour plus d'une catégorie.

Schéma du RAPPORT MORAL

Les modifications apportées à la composition du bureau par le Comité national de décembre ont été nécessitées par le départ prochain de Reinhard : nous le remercions tous ensemble de son action à la direction du S.G.E.N.

REPRESENTATION DU S.G.E.N.

Une audience accordée par chacun des trois ministres de l'Ed. Nat. ; outre les revendications matérielles constamment présentées et en particulier celle du reclassement de la fonction, nous avons réclamé une représentation aux Comités départementaux de l'enseignement primaire.

Nous avons obtenu que soit réformée la décision prise à l'encontre de notre camarade Poissenot, injustement frappé. — Une rectification dans le sens « pluraliste », touchant la représentation de l'enseignement technique, a paru au B. O. du 28-2-46.

Dans les réunions propres à chaque catégorie, les secrétaires exposeront ce qu'ils ont fait au Ministère sur les différents points qui vous intéressent.

F. Henry, notre délégué au bureau Confédéral, a été en outre l'un des principaux animateurs de la formation ouvrière au sein de la C.F.T.C. ; notre syndicat a trouvé dans cette action auprès de nos camarades ouvriers et employés l'une des justifications essentielles de son existence ; il faut y attacher de plus en plus d'importance à mesure que grandissent les responsabilités nationales de la classe ouvrière, et engager des camarades de plus en plus nombreux parmi les membres du S.G.E.N. à apporter leur concours à tous les organismes de formation de la C.F.T.C.

Par ailleurs, votre bureau qui vous représentait au dernier Comité national Confédéral y a proposé une motion de caractère général, adoptée à l'unanimité par le Comité, et a soutenu une résolution sur le cumul des mandats politiques et syndicaux : voir *Ec. et Ed.* mars, p. 4 et 6. Nous aurons à en reparler tout à l'heure.

En ce qui concerne notre Fédération des Fonctionnaires, avec laquelle nous sommes logés rue Beuret, c'est surtout sur le plan des revendications matérielles que la liaison est utile et efficace ; nous nous sommes associés, vous le savez, à la grève qu'elle a déclenchée le 12 décembre d'accord avec les syndicats cégétistes.

A L'INTERIEUR DU SYNDICAT.

Il y a eu un progrès très marqué cette année : le travail a été mieux conduit, davantage de militants ont travaillé, pas assez encore cependant à Paris où il est difficile de trouver des concours. Dans les sections académiques, l'activité a été très inégale et par suite, la pénétration. Au centre, la liaison avec les catégories non-enseignantes n'a pas encore un caractère suffisam-

ment organique il semble qu'une revision des statuts pourrait la normaliser.

A Paris la Commission des traitements a fonctionné avec la précision et l'impartialité que tout le monde reconnaît à son président Rouxville, et la Commission pédagogique a été relancée et recréée par Perrin, avec le concours de Mlle Derrien et elle a fait du très bon travail. Nous venons de créer une Commission générale des Jeunes, qui s'occupera du sort des jeunes des différentes catégories qui relèvent de l'Education Nationale et étudiera leurs revendications en commençant à les associer au travail syndical.

Ecole et Education a été notre gros souci ; nous avons dû renoncer aux services d'un routeur que nos protestations n'avaient pas réussi à rendre ponctuel et qui a jeté le désordre dans l'expédition du bulletin ; nous pensons avoir résolu heureusement le problème cette fois. Si les sections académiques envoient rapidement les bandes qu'elles confectionnent, nous pouvons penser que *Ecole et Education* leur parviendra à présent dans les délais très restreints.

Le problème de la liaison et de la coordination à l'intérieur du S.G.E.N. va se poser de plus en plus à mesure que nos effectifs croissent et que les sections départementales et académiques prennent de la force ; plusieurs ont un bulletin de liaison, et cela explique que le bureau ait lancé, par une circulaire, ce dernier trimestre, quelques consignes importantes : distinction d'une activité syndicale spécifique et nécessité pour les militants de se dégager de toute autre activité, obligation de ne pas prendre sur le plan local de position qui puisse engager le S.G.E.N. sans en référer au bureau national. Pour assurer une bonne liaison nous estimons indispensable que soient organisées dès ce troisième trimestre des journées régionales d'études auxquelles des membres du bureau pourraient être délégués ; déjà notre camarade Vignaux a pu faire quelques tournées dans l'académie de Lyon.

Je termine en évoquant la grève du 12 décembre dont il sera de nouveau question au cours du Congrès ; elle a touché tous les fonctionnaires et elle a été lancée dans des conditions qui ont été excellemment définies par Allain (voir *Ecole et Education*, mars). On peut contester la rédaction du télégramme de Reinhard, mais je pense qu'il a eu raison d'y associer le S.G.E.N., car, si nous avons des revendications propres et urgentes, nous ne pouvons ignorer celles qui nous sont communes avec l'ensemble des fonctionnaires.

Je demanderai un vote spécial sur les points suivants :

— Ratification des décisions suivantes du bureau : indemnités accordées aux titulaires de quatre fonctions nationales (rédaction d'*Ecole et Education*, secr. administr., secr. de la Commission pédag., secr. national du premier degré) — adjonction à la dactylo d'une deuxième dactylo à mi-temps, et, si c'est possible, d'un permanent ;

— Création d'une Commission de révision des statuts qui présenterait son rapport au Congrès de 1947 ;

— Création d'une Commission consultative de « spécialistes » qui serait questionnée le cas échéant par la Commission des traitements et la Commission pédagogique sur bon nombre de questions (enseignement secondaire et enseignement technique surtout) où il faut pouvoir entendre toutes les catégories enseignantes ;

— Accord donné à la « recommandation » du dernier Comité national confédéral sur le non-cumul des fonctions politiques et syndicales.

G. Raynaud de Lage,

Rapport sur Technique syndicale et propagande

Notre syndicat est essentiellement un syndicat de jeunes. Beaucoup ont débuté pendant la guerre, à une époque où les droits de chacun ne pouvaient être défendus que par lui-même qui, débutant, ne les connaissait pas, où nos syndicats étaient dissous et par conséquent toute formation syndicale progressive impossible. C'est en ce sens seulement que le présent rapport trouve une espèce de justification. Car il n'y a ni recette à appliquer, ni théorème à démontrer. Tout au plus rappeler des choses qui vont sans dire, et qui vont encore mieux en les disant, et citer quelques faits.

Il faut d'abord payer sa cotisation et la payer vite car le collecteur local ou d'établissement attend parfois la vôtre pour envoyer les autres au trésorier d'académie ; celui-ci à son tour les envoyant à la trésorière nationale après avoir prélevé la part qui lui revient, inscrit et vérifié votre cotisation confectionné son bordereau de versement en groupant par catégories, il peut y avoir facilement un mois ou six semaines pour la transmission et, aux vacances de Noël le bureau n'a souvent qu'un petit nombre de cotisations. C'est pourtant d'après cette base que devrait être prévu le tirage d'Ecole et Education.

Donc, adhérent, ne vous indignez pas si le lendemain de la rentrée d'octobre, votre délégué local bondit sur vous pour vous extirper votre cotisation. Trésorier local, transmettez régulièrement tous les mois, entre le 10 et le 15 (après c'est la fin du mois, il faudra revoir les négligents au début du mois suivant), au trésorier académique, et que celui-ci transmette à Paris vers le 20 ou le 25. Songez, trésorier académique, que si votre caisse n'est pas riche, il n'y a pas de raison pour que la caisse nationale le soit davantage, elle qui a à faire face à de bien d'autres frais.

Nous demandons également un bulletin d'adhésion. Parce qu'à la veille de la guerre nous étions presque inconnus et que nous ne voulons pas d'adhésions de surprise. Quand nous parlons de notre syndicat, nous disons le syndicat C.F.T.C. ou bien le S.G.E.N., nous n'avons pas la restriction mentale ou la prétention de dire « le » syndicat. Parce que, aussi, nous avons besoin, dans votre intérêt, de savoir à quelle catégorie vous appartenez, non pas primaire, secondaire, technique ou supérieure, mais institutrice d'école maternelle, professeur licencié délégué rectoral, etc.. Donnez-nous autant que possible les termes exacts de votre arrêté de nomination.

Une fois syndiqué, il faut se grouper. Comment ? Nous sommes un syndicat général, il faut donc grouper tous les adhérents de la localité, à quelque ordre d'enseignement qu'ils appartiennent et on voit alors fondre bien des égoïsmes de catégorie. Comment voulez-vous établir une échelle de rapports de traitements (en prenant 1 pour les instituteurs, prendra-t-on 2 ou bien 2,25 ou bien 2,50 et même 3 pour les agrégés). Si vous n'avez que des instituteurs ou que des secondaires ? Or, justement, l'an dernier un groupe d'instituteurs adopte le coefficient 2 pour les agrégés, tandis qu'un syndicat régional du secondaire a adopté la semaine dernière 2,6. Vous me direz peut-être que la conciliation va se faire à l'échelon académique ? Bien plus difficilement,

parce que vous aurez là des représentants mandatés qui s'affronteront pour défendre une catégorie. Je sais que les occupations diverses, le « pantouffisme » parfois, rendent extrêmement difficile une réunion générale le soir, le jeudi ou le dimanche et qu'il faut se rabattre sur des réunions d'établissement, à l'issue du service. Celles-ci présentent, s'il y a un internat, le grave inconvénient de sacrifier une catégorie de syndiqués : lorsque les professeurs sont libres, les professeurs adjoints ou les maîtres d'internat ne le sont pas, et réciproquement. Mais il faut être réaliste, et accepter parfois un pis aller tolérable plutôt qu'une soi-disant perfection avec 90 p. 100 d'absents.

Que fera-t-on à ces réunions locales ?

D'abord on ramassera les cotisations qui n'ont pas encore été perçues, et on s'efforcera de le faire au début du mois. Puis on discutera les circulaires et questionnaires du bureau académique et du bureau national, discussion qui ne doit que rarement aboutir à un vote d'unanimité. Il convient au contraire de noter toutes les nuances car le délégué de la section se trouvera au congrès académique en présence de motions différentes et il aura à interpréter ses mandats. Notons également que, pour une section de 21 membres par exemple qui aurait compté 12 présents lors d'un vote qui aurait donné 5 voix à une motion A et 7 à une motion B, il convient de voter, au congrès académique

5	7
— de 21, soit 8,75, soit 9 pour A et	— de 21, soit 12,25
12	12
soit 12 pour B.	

C'est au militant le plus au courant à ouvrir et à élargir la discussion de façon que chacun ait un avis personnel. Il ne faut pas que le S.G.E.N. semble être le syndicat un Tel, il faut encore moins que Un Tel prétende représenter ses camarades sans les avoir consultés régulièrement. Un bureau local doit être élu et le secrétaire être le seul intermédiaire normal entre les adhérents et le bureau régional. Il en est exactement de même à l'échelon académique pour le Congrès, les votes, le bureau, les cotisations, etc.. Le travail étant là plus abondant, il est souhaitable que les membres du bureau se le répartissent d'une façon aussi précise que possible, ce qui simplifiant et diminuant le travail permet de l'assurer mieux et plus rapidement. Ne pas hésiter à écrire une lettre de deux lignes (tant pis pour les 3 francs) pour obtenir ou donner un renseignement plus complet et plus précis. Le bureau académique sera efficacement secondé par une commission administrative comprenant un représentant de chaque catégorie et un instituteur pour chaque département.

Il est indispensable que chaque bureau académique possède ses propres instruments de travail.

Abonnement au « Bulletin officiel ».

Annuaire « Soleil » pour l'enseignement primaire.

Code de l'enseignement technique.

Code des E.P.S. par Bourdon.

Code de l'enseignement secondaire par Dion.

Ces ouvrages étant en refonte, se renseigner au Bu-

reau National avant d'en faire l'achat si vous ne les possédez pas.

Il semble que j'ai sauté l'échelon départemental ? C'est que le Comité National du 20 décembre, constatant l'impossibilité matérielle pour le Bureau National d'être en rapport avec 89 bureaux départementaux, a décidé de ne reconnaître que les groupes académiques, ceux-ci se sous-administrant comme ils le jugent préférable. (C'est pour la même raison que les Fédérations ouvrières C.G.T. ou C.F.T.C. ont des comités régionaux). Ils sont libres d'organiser ou non des sections départementales. Cela dépend de leurs besoins (difficultés des communications) et de leurs possibilités car une section départementale qui n'existerait que sur le papier ne serait qu'un rouage alourdissant, donc nuisible : il faut qu'on puisse compter sur un instituteur qui assure le contact avec l'Inspection Académique, et un membre d'un autre ordre d'enseignement, afin de rester un « syndicat général ». Il n'en reste pas moins que partout où on peut faire vivre des sections départementales d'instituteurs fonctionnant comme « commissions corporatives consultatives », il y a le plus grand intérêt à le faire.

N'oublions pas que nous sommes un syndicat confédéré et que nous adhérons à la C.F.T.C. au sommet par l'intermédiaire de notre syndicat national. Mais il y a obligation statutaire à ce que nous adhérons aussi aux Unions Départementales et aux Unions Locales de la C.F.T.C.

Financièrement, nous sommes quittes quand nous avons payé à l'U.D. les sommes qui lui reviennent, oui, comme les adhérents qui se contentent de payer leur cotisation et qu'on ne voit jamais. Ne faisons pas comme eux : faisons-nous connaître des U.D., participons à leurs manifestations, à leurs travaux, à leurs cours de formation, sans croire que le fait d'être travailleurs intellectuels nous rend omniscients ou nous donne des idées plus claires ou plus justes, l'expérience du travail syndical donne à nos camarades manuels plus d'une supériorité sur nous. Et, de surcroît, eux qui connaissent la localité mieux que nous, vous indiqueront des adhérents possibles.

Il ne faut pas seulement que notre syndicat vive, il faut aussi qu'il progresse et, là non plus, il n'y a pas de recettes pour la propagande.

Il semble évident que la première chose à faire est de nous faire connaître : près de vous d'abord, affichez à la salle des professeurs la date et l'ordre du jour de votre prochaine réunion. Plus loin : en septembre dernier, plusieurs académies ont relevé l'adresse de tous les postes d'instituteurs de chaque département et la liste de tous les établissements du deuxième degré de leur académie et envoyé un tract à chacun pour faire connaître votre syndicat. Il serait souhaitable que tous les bureaux académiques s'attellent (le mot n'est pas trop fort) à la même besogne.

Une fois connus, il faut montrer l'action de notre syndicat et ses initiatives, savoir répondre à des naïvetés, ne négliger aucune catégorie surtout si sa proportion chez nous est faible (c'est un cercle vicieux), suivre une affaire jusqu'à son juste aboutissement, voir dans leur prosaïsme des choses qui portent ombrage à de magnifiques projets, et répondre le plus rapidement possible, s'associer aux autres collègues chaque fois qu'il n'y a pas « objection de conscience ».

Les comptes rendus dans les journaux, les candidatures aux élections professionnelles — même avec un nombre infime de voix — sont aussi de bons moyens de propagande, de même que les réunions d'information, parfois publiques et contradictoires.

Vous pouvez aussi vous présenter aux nouveaux avec les délégués des syndicats concurrents pour exposer vos points de vue respectifs : l'an dernier, sur trois nouveaux, deux catholiques et un libre-penseur, j'ai ramassé deux adhésions... dont celle du libre-penseur et j'ajoute que le catholique, qui n'était pas venu chez nous y est venu cette année.

Ne négligez pas non plus les normaliens qui sont des élèves-maîtres et auprès desquels le S.N. des instituteurs fait une propagande intense : nous avons les mêmes droits. Les modalités d'action varient suivant les villes et doivent respecter le règlement des écoles normales.

Le seul mérite de ce rapport aura été de faire réfléchir chacun pour qu'il nous fasse part, au Congrès, de ses propres méthodes, car c'est en forgeant qu'on devient forgeron.

D. QUENU.

Réunion du comité national du S.G.E.N.

4 MARS 1945

Comptes rendus d'activité :

- I. — Audience accordée par M. Naegelen, ministre de l'E.N. Voir « Ecole et Education » de Mars, page 11.
- II. — Audience accordée par M. Lerolland, directeur de l'Enseignement technique. Voir le présent numéro à la page 21.
- III. — Audience accordée par M. Barrée, directeur de l'Enseignement primaire. Voir « Ecole et Education », numéro de Mars,
- IV. — Audiences accordées par M. Monod, directeur de l'Enseignement secondaire, le 24 janvier et le 19 février.

Nous avons eu l'occasion, sur les points suivants, de rappeler ou de définir avec précision la position du S.G.E.N. et d'obtenir de M. le Directeur du Second

Degré précisions ou apaisements : effectif maximum des classes; nouveau projet sur les maxima de service; indemnité de lycée hors classe pour les établissements de la Seine et de la Seine-et-Oise; droit pour les professeurs de considérer une pièce comme étant d'usage professionnel (en vue de l'application de la loi sur les locaux insuffisamment occupés); traitements des Maîtres d'Internat; difficultés multiples du cadre d'Alsace-Lorraine; passage du deuxième ordre dans le premier ordre pour les A.A.; surveillance d'internat dans les grands lycées; avantages pour les collègues pourvus du certificat d'Aptitude à l'enseignement dans les collèges, etc...

A l'intérieur du S.G.E.N.

— Le Comité national souhaite que l'hebdomadaire confédéral « Syndicalisme » ne confie la rédaction des articles concernant l'Education Nationale qu'à des personnes qualifiées.

— Sur l'initiative du secrétaire général, il propose que soient demandées au Congrès national diverses modifications statutaires (Voir « E. et E. » de Mars, page 5).

— Il rappelle aux Académies que leurs délégués au Congrès ne seront habilités à voter qu'en proportion des cotisations versées à la date du 14 avril 1946.

— Il constate avec satisfaction que le S.G.E.N. participe à la nouvelle rédaction des statuts de la Confédération.

RAPPORT SUR LES TRAITEMENTS

Le questionnaire publié par le Bulletin de janvier a provoqué des réponses moins nombreuses que l'enquête qui avait été ouverte en 1945. Il est probable que beaucoup de sections et d'adhérents ont subi l'influence des déclarations du gouvernement et des décisions de l'Assemblée Constituante, en vue du blocage des salaires et qu'ils ont considéré que, désormais, rien ne pressait... Un tel comportement, psychologiquement excusable, va tout à fait à l'encontre d'un syndicalisme vraiment vivant, vraiment constructif. Nous n'avons pas à attendre le retour d'une conjoncture favorable

pour produire des revendications hâtives, nous devons, au contraire, mettre à profit la « pause » financière actuelle pour mettre sur pied cette œuvre de longue haleine que constituent l'aménagement des traitements publics et le reclassement de la fonction universitaire. Du reste, l'exemple de la magistrature dont les traitements seraient sur le point d'être largement révisés, démontre que, même dans le cadre d'une politique de déflation budgétaire, des améliorations immédiates peuvent être obtenues.

I. — Questions communes à tous les fonctionnaires publics

A. — HAUSSE DE LA VIE ET MINIMUM VITAL.

Le S1 du lycée Faidherbe (Lille) livre un certain nombre de chiffres dont la comparaison permet d'affirmer que les prix des denrées alimentaires (à l'exception du pain dont le bon marché relatif est maintenu aux frais des contribuables), avaient presque doublé entre 1930 et 1939, qu'ils ont de nouveau largement doublé entre 1940 et 1945 et que, depuis janvier 1945, ils ont augmenté au moins des deux tiers (il s'agit naturellement des prix à la taxe). Dans l'ensemble, la hausse survenue depuis 1930 correspond aux indices 8 à 10. Pour le charbon, le coefficient d'augmentation est de 7, pour la laine et pour les chaussures de 20 environ (sans que les qualités soient d'ailleurs, les mêmes. Nos collègues lillois remarquent très justement que l'Etat s'abstient prudemment de publier les statistiques du coût de la vie et demandent que la C.F.T.C. se substitue aux pouvoirs publics pour renseigner consommateurs et travailleurs.

Le S1 de Faidherbe critique la notion de « minimum vital », trop imprécise à son gré. « S'agit-il de ce qui est rigoureusement indispensable pour ne pas mourir de faim ? S'agit-il de ce qui est nécessaire au fonctionnaire pour vivre et exercer sa fonction digne ? ». On put tout de même tomber d'accord sur une définition du standard minimum de vie qui ne soit ni trop étroite, ni trop ambitieuse : il suffit d'évaluer la rémunération suffisante pour qu'une personne adulte puisse, non seulement s'alimenter et s'habiller normalement, mais se procurer un logement salubre et disposer de quelque argent pour ses loisirs (lectures, spectacles, sports). Le minimum ainsi entendu ne saurait être inférieur à 72.000 francs (6.000 par mois), c'est-à-dire à huit fois le salaire de base de 1930 (9.000 francs à l'époque).

B. — INDEMNITE DE RESIDENCE.

Le classement des localités tel qu'il est établi (uniquement selon l'importance de la population) a presque toujours mauvaise presse et la plupart des réponses donnent la préférence au système des zones territoriales appliqué aux salaires du secteur privé, à condition que la délimitation de ces zones soit fréquemment révisée.

Les opinions sont beaucoup plus partagées sur le principe de l'indemnité **uniforme** (quel que soit le traitement principal), ou **variable** (avec le traitement). Un vote du Congrès sera nécessaire pour dégager une majorité.

C. — AIDE A LA FAMILLE.

Adhésion quasi unanime aux revendications de la Fédération des Fonctionnaires (C.F.T.C.), mais il faut ajouter que la Commission de la Famille de la C.F.T.C. a été récemment obligée, par souci d'opportunité, de réduire ces revendications et qu'elle a décidé d'appuyer une proposition de loi Landry, limitée aux objectifs suivants :

1) Généralisation des **primes à la naissance** (pour chaque enfant) et création des **allocations prénatales**, mais, en contre-partie, suppression de l'allocation de salaire unique (pour les jeunes ménages sans enfant).

2) Rectification comme suit des **allocations du Code de la Famille** :

Mère au foyer, avec 1 enfant : 20 % du salaire moyen départemental (sans changement);

Mère au foyer avec 2 enfants : 55 % (40 + 15) au lieu de 37 %;

Mère au foyer avec 3 enfants : 80 % (50 + 40), au lieu de 66 %;

Mère au foyer avec 4 enfants : 120 % (50 + 70), au lieu de 96 %.

Pour l'instant, il semble difficile d'escompter plus et il faut même renoncer momentanément à tout remaniement dans le calcul du **supplément familial de traitement**. Le Congrès du S.G.E.N. aura naturellement à ratifier la **position tactique** adoptée par la Commission de la Famille de la C.F.T.C.

Il aura également à se prononcer sur le principe d'une augmentation ultérieure de **supplément familial de traitement**, à propos duquel se présente un problème de doctrine voisin de celui qui se pose avec l'indemnité de résidence. Dans quelle mesure les suppléments de traitement justifiés par des conditions de lieu ou de famille doivent-ils varier avec le traitement principal ?

D. — SECURITE SOCIALE.

Plusieurs correspondants ignorent tout de la « Société de secours mutuels et d'entraide du Ministère de l'E.N. » qui a son siège social 110, rue de Grenelle et dont les statuts ont été publiés par le « B.O. » du 21 janvier 1946.

Notre collègue, Mme Fréjaville (lycée Jules Ferry), qui se charge de l'étude des questions d'Assurances et d'Entraide et qui pourra documenter le Congrès à leur sujet, résume comme suit l'organisation de la Société : « Elle a pour but le remboursement d'une partie des frais en cas de maladie (frais médicaux, dentaires, pharmaceutiques et d'hospitalisation), le paiement

d'une indemnité journalière en cas de longue maladie, le versement d'une indemnité forfaitaire à chaque naissance, l'attribution d'un secours en cas de décès pour frais d'obsèques. En outre, la Société est affiliée à l'Union mutuelle chirurgicale parisienne et ses membres bénéficient des avantages alloués en vertu des statuts de ladite Union.

C'est dire que les risques couverts par cette Société sont plus variés et plus étendus que ceux que couvrent présentement les sociétés particulières de S.M. de l'enseignement du premier ou du deuxième degré. Il reste à savoir si les fonctionnaires de l'E.N. souhaitent ou non une sécurité sociale renforcée.

En réalité, deux courants d'opinion se manifestent chez nos correspondants.

Les uns s'élèvent contre l'insuffisance des garanties accordées soit par l'Etat, soit par le mutualisme (en cas de maladie de longue durée, d'accident grave ou de décès prématuré n'ouvrant pas droit à pension proportionnelle) et accepteraient volontiers jusqu'à l'extension du régime des Assurances sociales aux fonctionnaires publics.

Les autres, plus férus d'indépendance, plus défilants à l'égard de « l'Etat-Providence » inclinent vers le maintien du statu quo.

Le Congrès devra choisir entre les deux tendances.

E. — RETRAITES.

Le régime des retraites donne matière à des réclamations concordantes.

Indépendamment des rappels de vœux (calcul de la retraite sur la base du traitement des six derniers mois d'activité au lieu des trois dernières années, reversibilité de la retraite de la femme fonctionnaire sur son conjoint), on demande généralement que des mesures de sauvegarde précises interviennent contre toute application arbitraire de la loi du 15 février (mise à la retraite anticipée, au bout de quinze ans de services) et que de larges possibilités soient laissées à chaque fonctionnaire pour prendre sa retraite sans attendre la limite d'âge telle qu'elle vient d'être relevée.

II. — Questions communes à tous les fonctionnaires de l'E. N.

A. — CHARGES PROFESSIONNELLES.

Il convient d'abord de se demander si certaines charges matérielles communes à tous les Français, ne sont pas, en réalité, plus particulièrement lourdes pour les fonctionnaires de l'enseignement public.

En matière de logement, ceux d'entre eux qui ont été mutés n'ont guère bénéficié de la procédure des réquisitions, à en juger par l'exemple de plusieurs de nos collègues qui ont été nommés à Paris, en septembre dernier et qui, six mois plus tard, n'ont pas encore trouvé de gîte. Il est vrai que la manne des « relogements » ne semble pas avoir été répandue par les services de la Préfecture de la Seine de manière strictement égale sur toutes les catégories. Une statistique officielle récente révélait que, sur un total de 1418 réquisitions, 279 avaient été prises à l'intention de fonctionnaires mutés et 190 à l'usage exclusif de la police. Charité bien ordonnée...

Dans le domaine du ravitaillement, à la suite des démarches du S.G.E.N., les règles d'admission du personnel enseignant dans les cantines scolaires ont été quelque peu assouplies. Par contre, à notre connaissance, rien de sérieux n'a été réalisé en matière de coopératives ou de groupements d'achats et l'Université reste complètement à l'écart de l'effort d'organisation développé par les autres « collectivités. »

Enfin, en matière d'habillement, le Ministère de l'E.N. n'a pu, jusqu'à présent, appuyer auprès de la Production Industrielle que les très modestes demandes limitées à quelques catégories de spécialistes (blouses de laboratoire et espadrilles de gymnastique).

Somme toute, l'universitaire doit s'en remettre au système D, faute d'organisation collective. A qui nous en prendre ? Sans doute à l'administration supérieure qui se désintéresse de ces contingences, mais aussi à l'individualisme foncier d'une bonne partie d'entre nous.

Cet individualisme s'exprime aussi bien quand il s'agit des charges professionnelles proprement dites. L'initiative en faveur des bons d'achat de livres reprise par les sections de Rouen et du lycée Fénelon (Lille) est loin de rallier tous les suffrages. Le S1 de La Flèche et la section de la Marne expriment la crainte que l'octroi d'avantages accessoires serve de prétexte au maintien de traitements insuffisants et préfèrent que le traitement soit calculé de manière à couvrir toutes les

dépenses, y compris celles de la profession. A la rigueur La Flèche accepterait la création de bourses d'équipement, mais à condition qu'il n'y ait pas d'intervention officielle pour orienter ni pour surveiller leur emploi. La section de la Marne souhaite plutôt une augmentation des crédits alloués aux bibliothèques générales d'établissement.

La solution de la mise en congé avec plein traitement du fonctionnaire qui veut se consacrer à un travail scientifique est plus volontiers admise, moyennant un contrôle sérieux.

Enfin, le S1 du lycée de J.F. de Reims est favorable à l'institution d'une « année sabbatique » qui, à l'imitation de certains pays étrangers, permettrait aux enseignants de compléter et de renouveler périodiquement leur formation scientifique et pédagogique.

B. — RECLASSEMENT DES TRAITEMENTS DE L'E.N.

1) Quels sont les faits qui justifient ce reclassement ?

Il suffit de retenir les plus caractéristiques qui sont empruntés délibérément à des régions différentes et à des ordres d'enseignement différents.

a) Difficultés du recrutement.

Dans le Doubs, le nombre des candidates à l'E.N. de jeunes filles, déjà réduit de 50 % entre 1930 et 1939, est tombé de 92 en 1939 à 49 en 1945, tandis que celui des candidats à l'E.N. masculine tombait de 86 en 1938 à 19 en 1945 (pour 16 places). Dans la Marne, au concours de recrutement des Elèves Maîtres de 1945, il y a eu quatre candidats pour 30 places (il en faudrait 45).

b) Evasions des fonctionnaires de l'E.N. vers d'autres carrières.

Sur 20 agrégés de physique et de chimie, sortis de l'E.N.S. au cours des années 1942-1943-1944, deux seulement sont restés dans le deuxième degré. Même constatation chez les agrégés de Sciences Naturelles.

c) Accroissement des postes vacants ou confiés à des auxiliaires.

Au collège classique de Vienne (Isère), sur 21 chaires, 11 ont été vacantes pendant un mois et actuellement une n'est pas encore pourvue et six sont confiées à des délégués rectoraux.

Cinq départements français n'ont pas d'inspecteur d'Académie.

d) Comparaison avec les traitements du secteur privé.

Dans la Somme, un vacher communal gagne 6.000 francs par mois et un conducteur de camion de minoterie dépasse 120.000 francs par an.

2) COMMENT ORGANISER CE RECLASSEMENT ?

a) Ecart entre les traitements de début et ceux de fin de carrière.

Comme l'an passé, un mouvement d'opinion se dessine nettement en faveur de la réduction de cet écart. Bordeaux et Lyon demandent que la différence soit ramenée à 50 0/0, autrement dit que le traitement initial soit à 100 et le traitement terminal à 150 (pour une même catégorie). La section de la Sarthe propose de réduire l'écart à 50 0/0 pour les instituteurs, à 40 0/0 pour l'enseignement du deuxième degré, à 30 % pour l'enseignement supérieur.

Il appartiendra au Congrès du S.G.E.N. de se prononcer à ce sujet, mais, en cas d'acceptation de sa part, il restera à faire l'accord avec la Fédération des Fonctionnaires (C.F.T.C.).

b) Ouverture de l'éventail des traitements universitaires.

Le Bulletin de janvier a déjà publié le tableau des traitements actuels (à compléter avec les indications concernant le deuxième degré contenues dans le numéro de février). Le présent Bulletin rappelle le dispositif des traitements en 1930. La comparaison des chiffres de 1930 et de 1945-1946 permet de constater comment l'éventail a été resserré. En 1930, le traitement du professeur en Sorbonne, première classe (90.000 francs) représentait près de dix fois le traitement de l'instituteur stagiaire (9.500). En 1945-1946, le premier (315.000 francs) ne représente que six fois le second (53.000). Ce resserrage n'a d'ailleurs pas été particulier aux traitements de l'E.N. Il se retrouve dans l'ensemble de l'échelle des

traitements publics : en 1930, cette échelle allait de 9.000 à 150.000 francs (soit de 100 à 1.700 environ), tandis que l'échelle actuelle va de 36.000 à 450.000 (soit du coefficient 100 au coefficient 1.250).

Devons-nous prévoir le retour à une échelle aussi étendue que celle de 1930 ? Sans aller jusque-là, la Fédération des Fonctionnaires (C.F.T.C.) admet le rétablissement d'une échelle qui irait de 100 à 1.500 et qui serait donc plus développée que l'échelle actuelle.

Trois syndicats académiques ont élaboré des projets de reclassement général. Le S2 de Bordeaux propose les principales parités internes suivantes :

Instituteurs et P.A. bacheliers (1), Instituteurs et P.A. licenciés (1,25), professeurs licenciés (1,5), Agrégés et assistants de Faculté (2), Maîtres de conférences (2,25 à 2,50), Professeurs de Faculté (3).

Le S2 de Lille préconise des coefficients identiques, sauf pour l'enseignement supérieur : Instituteurs titulaires (1), Licenciés (1,5), Agrégés (2), Professeurs en Sorbonne (3,75).

Le S2 de Lyon présente le reclassement suivant : Instituteurs titulaires, de 80.000 à 120.000, P.A., de 100.000 à 180.000, Licenciés, de 120.000 à 220.000, Agrégés, de 160.000 à 260.000 (l'originalité du projet consistant à prévoir une différence fixe entre le licencié et l'agrégé).

D'autre part, la section de la Loire a communiqué un projet qu'elle n'a pas encore discuté, mais qui tente de concilier les vœux du premier degré et du deuxième degré : Instituteurs, de 90.000 à 150.000, P.A., de 110.000 à 215.000, Licenciés, de 150.000 à 250.000, Agrégés, de 210.000 à 335.000 (soit les coefficients 1 pour les instituteurs, 1,66 pour les licenciés et 2,33 pour les agrégés).

Ce bref aperçu du problème et de quelques solutions possibles doit être complété par l'exposé des revendications propres à chaque degré d'enseignement. C'est seulement en pleine connaissance de cause que le travail de synthèse pourra être tenté.

III. — Enseignement du Premier degré

III. — ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRÉ.

Il y a deux objectifs principaux à atteindre : le reclassement et l'élargissement des possibilités d'avancement.

A. — Reclassement.

Actuellement les instituteurs débutent avec le même traitement que les fonctionnaires possédant le brevet élémentaire et n'ayant aucune formation professionnelle. Les instituteurs sont recrutés après concours, possèdent le B.S. ou le baccalauréat et font un an de stage professionnel.

Actuellement, les instituteurs de sixième classe (20 à 22 ans), dans une ville de moins de 2.000 habitants, et ce sont les plus nombreux, ont un traitement de 66.000 francs et une indemnité de résidence de 4.200 fr., soit, sans tenir compte de la retenue pour la retraite, un traitement brut mensuel de 5.850 francs, qui se traduit chaque fin de mois par 5.290 francs. C'est nettement moins qu'une sténo-dactylo possédant les mêmes titres, autant qu'un sous-lieutenant au premier échelon. Mais, alors que tout sous-lieutenant, même sorti du rang des sous-officiers, peut espérer finir sa carrière au moins avec le grade de capitaine et une solde de 156.500 francs, l'instituteur terminera en classe exceptionnelle avec un traitement inférieur à 100.000 francs.

Les membres de l'enseignement du premier degré revendiquent une échelle de traitement qui consacre l'assimilation des instituteurs aux officiers subalternes.

Ils demandent aux autres catégories d'enseignants

d'accepter cette revendication et d'établir, en conséquence, l'indice des parités internes qui leur permette d'obtenir, eux aussi, satisfaction sans écraser pour autant les traitements des instituteurs.

L'assimilation proposée conduit à l'échelle suivante :

Première classe : 150.000;
Deuxième classe : 141.000;
Troisième classe : 129.000;
Quatrième classe : 117.000;
Cinquième classe : 102.000;
Sixième classe : 84.000;
Stagiaire : 66.000.

La catégorie « Stagiaire » comprend les élèves maîtres ayant obtenu leur baccalauréat et accomplissant les stages de formation professionnelle.

Tous les instituteurs ayant terminé leurs stages ont pratiquement plus de 20 ans et débutent en sixième classe.

La classe exceptionnelle est supprimée. Les instituteurs ne veulent pas être les seuls enseignants à avoir 7 classes au lieu de 6.

Répondant au vœu du Congrès de 1945, le taux des promotions est dégressif (18.000, 15.000, 12.000, 9.000, ce qui a pour effet d'avantager les débutants).

L'avancement a lieu tous les trois ans, au choix ou à l'ancienneté tous les quatre ans. Dans chaque classe 80 pour cent de l'effectif est promouvable au choix; seuls les plus mal notés sont pénalisés d'une année de retard. Actuellement, la grosse majorité est classée avec les médiocres, ce qui a pour effet d'augmenter le favoritisme.

B. — Elargissement des possibilités d'avancement.

Les seules possibilités d'avancement pour l'instituteur sont la direction d'école et la nomination dans un Cours complémentaire.

L'inspection primaire qui accueille chaque année environ 15 instituteurs (1 pour 10.000), ne constitue pas, tant qu'elle ne sera pas réformée, un débouché normal pour les instituteurs.

Les instituteurs demandent que le fait d'être admis à la direction d'école procure un réel avantage matériel. Ils sont résolus à défendre courageusement l'existence des C.C. qui restent pour eux le seul espoir d'avancement.

a) Direction d'école.

Un supplément de traitement, soumis à retenue pour la retraite, proportionnel au traitement principal et variable suivant le nombre de classes est attribué aux directeurs d'école.

1 classe à tous les cours avec plus de 25 élèves ou 2 classes	3 et 4 classes	5 à 9 classes	10 classes et plus	Ecoles avec C. C. (réservées aux anciens maîtres de C. C.)
5 0/0	10 0/0	15 0/0	20 0/0	25 0/0

b) Enseignement dans les C.C.

Les maîtres chargés de l'enseignement dans les C.C. revendiquent leur assimilation aux chargés d'enseignement après reclassement de cette catégorie, ou le coefficient 1,25.

c) Indemnité pour postes deshérités.

Nous tenons à remercier Mlle Dienesch, membre du S.G.E.N., députée à la Constituante, qui a bien voulu lors de la discussion du Budget, attirer l'attention des membres de cette Assemblée sur la situation particulièrement tragique de certains instituteurs ruraux défavorisés par le climat et les communications difficiles.

Considérant que l'instabilité des maîtres est préjudiciable à l'éducation et l'instruction des enfants, les instituteurs demandent qu'une indemnité de postes deshérités, variable avec le temps de séjour dans la même localité, soit attribuée dès l'installation dans ces postes.

Avant trois ans consécutifs : 4.000 francs par an;

De trois à six ans : 6.000 francs;

De six à dix ans : 8.000 francs;

De dix à quinze ans : 10.000 francs;

Plus de quinze ans : 15.000 francs.

IV. — Enseignement technique

Avancement.

Un décret publié par le « J.O. » du 13 mars 1946 vient d'étendre à l'Enseignement technique le cadre supérieur, déjà institué, à la place du Cadre de Paris pour l'enseignement du deuxième degré.

Le problème des conditions d'accès au cadre supérieur se pose de la même manière pour les deux personnels. On pourra donc se reporter aux indications données dans le paragraphe suivant.

Il est hautement désirable que les P. T. A. soient tous nationalisés afin d'avoir une situation stable, une

retraite décente et un traitement équivalent à celui de leurs collègues.

Il est fortement question d'assimiler les ouvriers instructeurs aux P.T.A. Dans l'affirmative il serait juste de tenir compte du concours subi par les P.T.A., de même qu'on tient compte, dans les autres branches de l'Enseignement, des diplômes obtenus.

Nous demandons l'incorporation au service des heures supplémentaires accordées aux professeurs dits de demi-temps ou de spécialités déterminées, système qui permet de les payer à un tarif misérable et qui les défavorise pour la retraite.

V. — Enseignement du second degré

A. — AVANCEMENT :

1) CRITIQUES CONTRE LE CADRE SUPERIEUR.

Les dispositions du décret du 22 décembre 1945 qui, contrairement aux vœux des syndicats universitaires et notamment du S.G.E.N. remplacent le cadre dit de Paris par un cadre supérieur personnel non géographique, ont provoqué un mécontentement quasi unanime.

Il n'y a guère que le S1 du lycée Jules-Ferry qui admette le principe du C.S. et encore à condition que son application joue au bénéfice des fonctionnaires résidant dans l'agglomération parisienne et dans les grandes villes, ce qui correspond à une conception du C.S. tout à fait différente de celle de l'administration.

Les inconvénients mis en évidence par tous nos autres correspondants peuvent être résumés comme suit :

a) Multiplication des catégories.

Il suffit de se reporter au tableau publié dans le Bulletin de février pour constater qu'il pourrait désormais y avoir à l'intérieur d'un même établissement 8 catégories de professeurs percevant des traitements différents, 2 catégories pour les agrégés, 3 pour les licenciés et 3 pour les chargés d'enseignement (non

licenciés). Quelle source de complications et de divisions !

b) Anomalies dans la répartition des traitements.

Tous les fonctionnaires de l'enseignement du 2^e degré, en résidence dans la Seine et la Seine-et-Oise auront désormais, à égalité de cadre et d'ancienneté, des traitements inférieurs à ceux de leurs collègues des lycées hors classe qui perçoivent en plus une indemnité soumise à retenue de 4.500 francs.

Les agrégés maintenus dans le cadre normal auront le même traitement que les licenciés nommés dans le cadre supérieur (échelle 18 b) et un licencié bi-admissible à l'agrégation (indemnité de 9.000 fr.) et promu au C.S. aura même un traitement global supérieur à celui de son camarade agrégé du C.N. A quoi bon passer l'Agrégation ?

De même les professeurs licenciés des collèges des départements, désormais rangés dans la deuxième catégorie du C.N. (échelle 14 c) se trouvent désavantagés par rapport aux professeurs adjoints de l'ancien cadre départemental auxquels vient d'être attribué, sans qu'ils aient à subir de déclassement par changement de catégorie, le traitement de l'ancien cadre parisien des P.A. (échelle 13 b). Il en résulte que tel P.A., devenu professeur de collège et ayant perdu, de ce fait, une partie de son ancienneté de classe, se voit dépassé par

son camarade qui a décliné tout service d'enseignement et qui est resté P.A. dans le même établissement.

c) Insuffisance des chances d'accès au Cadre supérieur.

Les P.A. premier ordre ne disposent d'aucun cadre supérieur et protestent contre ce traitement de défaveur.

Les professeurs licenciés et les chargés d'enseignement peuvent accéder au C.S. dans la proportion de 20 pour cent, contre 40 pour cent au bénéfice des agrégés.

En apparence, un gros avantage est fait aux agrégés. En réalité, il en va différemment. En effet, tous les agrégés en exercice dans la Seine et la Seine-et-Oise à la date du 1er décembre 1945, sont placés de plein droit dans le C.S. Or, ils représentaient, d'après le budget, 36 pour cent de l'effectif total des agrégés, en fait sensiblement moins (environ 27 pour cent). Il resterait donc pour les agrégés provinciaux à peu près une chance sur six d'accéder au C.S.

Chez les licenciés, la proportion des « Parisiens » placés d'office dans le C.S. est beaucoup plus faible (9 % environ). Il reste donc pour les licenciés des départements approximativement une chance sur huit d'accéder au C.S.

Ainsi, pour chacune des deux catégories, le C.S. ne constitue qu'un privilège accessible à une petite minorité dont on ne voit pas comment elle pourrait être choisie sans léser les intérêts d'un grand nombre de postulants méritants.

Toutes ces observations doivent confirmer le S.G.E.N. dans sa volonté de faire aboutir le **cadre unique**, quitte à prévoir, à titre **d'étape transitoire**, un aménagement du cadre supérieur, destiné à réduire au minimum les injustices dans le choix des bénéficiaires et à éliminer les anomalies les plus criantes.

2) AMENAGEMENT DU CADRE SUPERIEUR (TRANSITOIRE).

Il semble raisonnable de demander :

a) **l'extension de l'indemnité de lycée hors classe** aux établissements de la région parisienne;

b) **l'augmentation des pourcentages** prévus pour les agrégés (45 pour cent au lieu de 40 pour cent) et pour les licenciés (30 pour cent au lieu de 20 pour cent) de manière à laisser aux provinciaux des deux catégories une chance sur quatre d'accéder au C.S..

c) **la fusion des deux catégories du cadre normal des licenciés** sur la base de l'échelle 15 a (72.000 - 135.000 fr.)

d) **l'étude de possibilités réelles d'avancement pour les P.A. (1er ordre).**

Il reste, d'autre part, à définir les **conditions d'accès au Cadre supérieur. Quel critérium faut-il retenir ?**

a) **L'ancienneté ?** Ce ne serait plus qu'une sorte de hors-classe personnelle qui exclurait toute considération de mérite et de service.

b) **La fonction ?** On réserverait le C.S. aux professeurs des classes de propédeutique, des classes préparatoires aux grandes écoles et de « première chaire ». Ce serait au préjudice des spécialistes qui n'ont pas la possibilité de dispenser ces enseignements, à commencer par les agrégés de grammaire.

c) **L'importance de l'établissement ? L'effectif de la population scolaire ?**

Ce serait, en fait, rétablir un cadre géographique, un monopole au profit des grands centres.

d) **Les notes professionnelles ?**

C'est s'en remettre à l'appréciation de l'inspection générale, avec tout ce qu'elle comporte de risques et de chances d'erreur pour les « inspectés ». Sans doute,

l'aléa est le même pour l'avancement de classe au choix mais il faut convenir que l'enjeu est autrement important, s'il s'agit d'accéder au C.S.

Est-ce une raison suffisante pour renoncer à la procédure de la liste d'aptitude préparée par les inspecteurs généraux et établie en Comité consultatif ? Plusieurs correspondants sont d'accord pour accepter cette procédure, mais au prix de garanties précises (suggestions du S2 de Lille et de la section de la Mayenne).

a) **Un minimum d'ancienneté** : Pour être proposé, il faudrait être au moins en quatrième classe, conformément à la règle ancienne qui exigeait six ans de services pour les nominations à Paris.

b) **Un pourcentage égal à l'intérieur de chaque spécialité**

c) **Un barème officiel** comportant par exemple un point par année d'ancienneté, deux points par promotion obtenue au choix et enfin une note de valeur professionnelle attribuée par l'administration et communiquée à l'intéressé.

3) AMENAGEMENT DU CADRE UNIQUE.

a) **Aménagement de l'avancement de classe.**

Jusqu'à présent, l'administration s'est opposée au cadre unique parce qu'elle entend pouvoir encourager le mérite professionnel par de larges possibilités d'avancement.

Le meilleur moyen de répondre à cette objection est d'augmenter le nombre des **classes d'avancement**, sans retarder pour autant l'âge moyen d'accès à la classe supérieure. Nous envisagerions volontiers un dispositif de 8 classes au lieu de 6, quitte à réduire la durée du stage dans chaque classe (3 ans au lieu de 4 dans les classes inférieures, 4 ans au lieu de 5 dans les classes supérieures). Le principe de la **durée progressive** des stages pourrait être combiné avec un **échelonnement dégressif en valeur** (les premières promotions rapportant plus que les promotions terminales), de manière à accentuer au maximum l'avancement des « jeunes » dans la carrière.

b) **Aménagement de l'indemnité de lycée hors classe.**

Il est incontestable que **l'indemnité de résidence familiale** ne suffit pas à corriger l'incidence des **charges permanentes** qui accompagnent l'existence dans l'agglomération parisienne et dans les grandes villes (loyers et impôts locaux, frais de transport, dépenses médicales, changements d'air indispensables).

Les travailleurs du secteur privé ont admis la création de **zones territoriales** avec des **différences de salaire** qui sont beaucoup plus fortes (5 à 30 pour cent d'abattement sur le salaire parisien) que l'écart de **démnité compensatrice** qui, à la manière de l'indemnité de résidence d'une ville moyenne et celle du département de la Seine.

Il paraît donc équitable de prévoir, conformément au vœu du Congrès du S.G.E.N. de juillet 1945, une **« indemnité compensatrice »** qui, à la manière de l'indemnité de lycée hors classe ou, mieux, du supplément colonial, permettrait de pallier les difficultés d'existence et de service inhérentes aux grands centres.

Le S2 de Lyon suggère une « indemnité de zone » qui serait **uniforme** pour tous les fonctionnaires de l'E.N. (premier et deuxième degrés).

Il nous semble plus juste d'envisager une **indemnité variable** (comme le supplément colonial) si ce n'est avec le traitement, du moins avec le grade ou la fonction. Par exemple, cette indemnité pourrait être définie comme devant égaler la valeur moyenne de deux promotions de classe pour l'agglomération parisienne et d'une promotion pour les grandes villes, étant entendu que cette indemnité cesserait d'être perçue si le fonctionnaire changeait de résidence.

Cette indemnité serait-elle **soumise à retenue** pour la retraite, comme l'actuelle indemnité de lycée hors classe ? Il appartiendra au Congrès de décider si une telle modalité peut être conciliée avec le souci de ne pas reconstituer un cadre d'avancement géographique.

B. — RECLASSEMENT.

1) PEREQUATION EXTERNE.

Des correspondants souhaitent que cette péréquation soit faite avec la **magistrature**. Ceci n'est pas possible pour le moment, parce que les traitements des magistrats sont en voie de révision et que le maintien, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs classes géographiques de tribunaux fausserait la comparaison.

Restent les **parités avec l'armée**. Comme le rappelle, entre autres, le S1 de Marseille, nous disposons ici d'un point de départ solide. En 1913, l'Agrégé en fin de carrière recevait un traitement de 9.500 francs, tandis que le colonel atteignait 8.500. Depuis lors, les conditions de recrutement et d'avancement ne sont pas devenues plus sévères pour les officiers supérieurs que pour les agrégés. Nous sommes donc en droit de réclamer le retour à cette parité fondamentale et nous pouvons y accrocher les revendications des autres catégories universitaires.

2) PEREQUATION INTERNE.

Presque tous nos correspondants sont d'accord pour réduire au minimum le **nombre des catégories** à l'intérieur de l'enseignement du deuxième degré : adjoints d'enseignement (licenciés) et chargés d'enseignement (non licenciés), professeurs licenciés, professeurs agrégés. Il est entendu que les maîtres d'internat seraient assimilés aux instituteurs stagiaires.

La revendication des **certifiés**, qui demandent un traitement supérieur à celui des licenciés, pourrait être satisfaite par l'octroi d'une **indemnité de diplôme** analogue à celles des bi-admissibles et des docteurs.

Plus délicat naturellement est le problème des coefficients à appliquer à ces différentes catégories. La majorité des réponses se prononce pour que le traitement des licenciés soit à égale distance de celui des instituteurs et de celui des agrégés, mais les avis divergent quand il s'agit de chiffrer les **parités entre instituteurs et professeurs du deuxième degré**.

Plusieurs sections s'élèvent contre le « nivellement » des traitements et réclament le rétablissement des indices adoptés par la Commission de reclassement Martin en 1930 (Instituteurs : 1. Licenciés : 2. Agrégés : 2,75). Les principaux arguments mis en avant sont les suivants :

a) La période 1928-1930 fut une période de stabilisa-

tion des prix et des valeurs à laquelle il faut se référer pour édifier une hiérarchie normale des traitements.

b) Les instituteurs bénéficient de la gratuité du logement ou, à défaut, d'une indemnité substantielle (17.800 francs dans la Seine) qui majore sensiblement leur traitement principal.

c) Il faut tenir compte de l'inégalité non seulement des diplômés, mais des conditions d'âge pour entrer en fonction (instituteurs : 20 ans, Licenciés et certifiés : 23 ans, Agrégés : 25 ans au minimum en excluant dans les trois cas le service militaire).

d) Il faut tenir compte également du jeu des impôts qui atteint dans une proportion plus forte les traitements dits supérieurs. C'est ainsi que pour un célibataire qui a un traitement budgétaire de 100.000 francs, le traitement net se trouve réduit à 84.000 francs (après retenues pour la retraite et l'impôt cédulaire et après paiement de l'impôt général sur le revenu), tandis qu'un traitement budgétaire de 200.000 francs se trouve également pour un célibataire ramené à 145.000 francs.

D'autres sections concèdent aux instituteurs une certaine « ascension » dans l'échelle des traitements, mais ne vont pas jusqu'à accepter le rapport de 1 à 2 entre instituteurs et agrégés et proposent des indices intermédiaires, tantôt 1 (instituteurs), 1,75 (licenciés), 2,50 (agrégés), tantôt 1, 1,66 et 2,33.

C. — INDEMNITES DIVERSES.

1) INDEMNITES DE FONCTION ET DE GRADE.

Le S2 de Lyon propose les chiffres suivants : Bi-admissibilité et doctorat : 16.000 francs; C. A. des collèges : 20.000.

Plutôt qu'une valeur fixe, il paraît préférable de retenir un **rapport variable** avec le traitement principal, par exemple l'équivalent d'une promotion moyenne de classe de licencié.

2) HEURES SUPPLEMENTAIRES.

Toutes les sections qui ont répondu tiennent pour insuffisantes la revalorisation des H.S. sur la base du traitement de sixième classe et considèrent que le calcul **sur la base du traitement moyen** de chaque catégorie représente un minimum, puisque l'Etat (comme le faisait récemment observer à l'Assemblée Constituante notre collègue M. Viatte, député du Jura) impose aux particuliers que les huit premières H.S. hebdomadaires soient payées 125 pour cent du salaire horaire normal et les suivantes 150 pour cent.

VI. — Enseignement supérieur

Notre collègue M. Trochain (Faculté des Sciences de Montpellier) qui avait bien voulu se charger de centraliser la correspondance relative à l'enseignement supérieur n'a reçu jusqu'à présent qu'un nombre limité de réponses. Cependant, la plupart des indications qu'il a recueillies concordent sur les points suivants :

A. Reclassement.

1) Assimilation des traitements des **professeurs de Faculté** aux soldes des officiers généraux;

2) Accentuation de la différence entre les traitements des agrégés des lycées et ceux des **Maîtres de conférences**, de telle sorte que le passage de l'enseignement

secondaire dans l'enseignement supérieur donne lieu à un réel avantage matériel;

3) Revalorisation substantielle des fonctions d'**Assistant** et de **Chef des travaux**;

4) Revalorisation des **fonctions d'appoint** (par exemple des chefs de clinique des Facultés de médecine qui ont droit présentement à une rémunération de 5.200 francs « exclusive de toute autre indemnité. »)

B. Avancement.

Suppression du cadre de Paris et réalisation du cadre unique.

Conclusions

La Commission des Traitements du S.G.E.N. a décidé, après avoir pris l'avis du Bureau et du Comité National, de soumettre aux adhérents du S.G.E.N. deux projets de reclassement général des traitements universitaires.

Caractères communs aux deux projets.

1) Les deux projets s'inscrivent dans le cadre des échelles actuelles (ordonnance du 6 janvier 1945). Il s'agit donc d'un **reclassement** par rapport aux autres traitements publics qui ne préjuge en rien de la **réévaluation** générale des traitements qui devra intervenir par adaptation au coût de la vie.

Il ne faut donc pas trop s'arrêter aux chiffres des traitements qui sont mis en avant (et qui devraient être à peu près doublés si l'on voulait tenir compte de l'augmentation déjà acquise du prix de la vie), mais étudier surtout les **parités** internes et externes qui sont proposées.

2) Les **parités externes** ont été cherchées avec l'armée, de préférence à la magistrature parce que pour celle-ci les traitements sont en voie de révision et que la structure même de l'organisation judiciaire va être remaniée.

3) Les **parités internes** ont été calculées en tenant compte du traitement moyen de chaque catégorie. Cependant, dans le projet A, à la différence du projet B, il n'est pas tenu compte du traitement de l'instituteur stagiaire.

4) La Commission n'a pas cru devoir retenir, pour le moment, le vœu exprimé par certains en faveur d'une diminution considérable de l'écart entre le traitement de début et celui de fin de carrière parce qu'une telle réforme ne peut être conçue qu'à condition de s'appliquer à tous les fonctionnaires.

Par conséquent, les deux projets prévalent pour cha-

que catégorie une échelle assez développée. Elle est moindre cependant pour les Maîtres de conférences et pour les Professeurs de Faculté parce que les deux catégories se complètent et que, normalement, un Maître de conférences doit pouvoir devenir Professeur de Faculté.

5) Les deux projets impliquent la réalisation du **cadre unique** pour toutes les catégories.

Différences entre les deux projets.

Ces deux projets — reproduits ci-dessous sous forme de tableaux — traduisent les **deux tendances principales** qui se sont affirmées à l'intérieur du S.G.E.N. Ils les traduisent sous une forme délibérément modérée, à l'exclusion de toute surenchère démagogique.

Le **projet A** retient la revendication-type des instituteurs (échelle 84.000 à 150.000 pour les titulaires) et construit en conséquence les échelles des autres catégories.

Le **projet B** s'inspire du vœu exprimé par un certain nombre de sections ou d'adhérents de l'enseignement supérieur et du deuxième degré, en faveur d'une extension plus large de l'« éventail » des traitements. Il aboutit à une compression des revendications des instituteurs (échelle 72.000, 120.000 pour les titulaires).

Il est inutile de reprendre les arguments qui ont déjà été exposés dans les paragraphes III (enseignement du premier degré) et V (enseignement du deuxième degré). Les lecteurs pourront aisément les confronter.

Naturellement, chaque section syndicale a toute liberté pour amender, soit l'un, soit l'autre projet, mais la Commission des traitements et le Bureau du S.G.E.N. sont d'accord pour recommander à tous de prévoir des solutions de conciliation et de laisser à leurs représentants au Congrès une marge d'appréciation suffisante pour faciliter l'adoption d'un projet qui puisse rallier une forte majorité.

TRAITEMENTS UNIVERSITAIRES EN 1930

CATEGORIES	DEPARTEMENTS	PARIS	TRAITEMENT MOYEN	COEFFICIENTS
Professeurs de faculté	49.000 à 70.000	62.000 à 90.000	69.500	4,5
Maîtres de conférences	30.000 à 49.000	49.000 à 62.000	46.000	2,97
Professeurs agrégés	26.000 à 46.000	36.000 à 60.000	43.000	2,77
Professeurs licenciés	16.000 à 36.000	26.000 à 46.000	31.000	2
Instituteurs titulaires	10.500 à 21.500		15.500	1
Instituteurs stagiaires	9.500			

SOLDES DES OFFICIERS EN 1945

GRADES ET ECHELONS	SOLDES ET INDEMNITES (1)	GRADES ET ECHELONS	SOLDES ET INDEMNITES
Général de division, deuxième	400.000 + 15.000	Capitaine, quatrième	145.000 + 11.500
— premier	375.000 + 15.000	— troisième	130.000 + 11.500
Général de brigade, deuxième	330.000 + 15.000	— deuxième	119.000 + 11.500
— premier	300.000 + 15.000	— premier	105.000 + 11.500
Colonel, deuxième	245.000 + 13.300	Lieutenant, quatrième	99.000 + 11.500
— premier	225.000 + 13.300	— troisième	94.000 + 11.500
Lieutenant-colonel, deuxième	200.000 + 13.300	— deuxième	90.000 + 11.500
— premier	185.000 + 13.300	— premier	86.000 + 11.500
Chef de bataillon, deuxième	168.000 + 13.300	Sous-lieutenant, troisième	85.000 + 11.500
— premier	150.000 + 13.300	— deuxième	72.000 + 11.500
		— premier	64.000 + 11.500
		Sous-lieutenant de réserve	48.000 + 11.500

(1) Indemnité pour charges militaires qui se superpose aux indemnités communes à tous les fonctionnaires.

PROJET DE RECLASSEMENT A

CATEGORIES	PARITES INTERNES	TRAITEMENTS EXTREMES	TRAITEMENT MOYEN	COEFFICIENT par rapport à 1930	PARITES EXTERNES
Professeurs de faculté	3,25	420.000 320.000	370.000	5,3	Général division : 2 Général brigade : 1
Maîtres de conférences	2,62	350.000 255.000	302.000	6,5	Général brigade : 2 Colonel : 2
Professeurs agrégés	2	300.000 168.000	234.000	5,4	Colonel : 2 + Chef bataillon : 1
Professeurs licenciés	1,5	225.000 126.000	175.500	5,6	Lieut.-colonel : 2 + Capitaine : 2
Instituteurs titulaires	1	150.000 84.000	117.000	7,3	Capitaine : 4 Sous-lieutenant : 2
Instituteurs stagiaires		66.000		7	Sous-lieutenant : 1

PROJET DE RECLASSEMENT B

CATEGORIES	PARITES INTERNES	TRAITEMENTS EXTREMES	TRAITEMENT MOYEN	COEFFICIENT par rapport à 1930	PARITES EXTERNES
Professeurs de faculté	4	420.000 325.000	372.500	5,35	Général division : 2 Général brigade : 1
Maîtres de conférences	3,25	350.000 255.000	302.500	6,57	Général brigade : 2 Colonel : 2
Professeurs agrégés	2,50	300.000 165.000	232.500	5,40	Colonel : 2 + Chef bataillon : 1
Professeurs licenciés	1,75	210.000 115.000	162.500	5,25	Lieut.-colonel : 2 Capitaine : 1
Instituteurs titulaires	1	120.000 72.000	93.000	8	Capitaine : 1 + Sous-lieutenant : 1 +
Instituteurs stagiaires		66.000			Sous-lieutenant : 1

Point de vue sur LA GRÈVE DANS L'ENSEIGNEMENT

Les réflexions sur la grève dans l'Enseignement que nous publions ci-dessous ne prétendent pas définir la position du S.G.E.N. Elles ont pour objet, avec les articles publiés dans nos précédents numéros, de préparer les discussions et les décisions du Congrès de Pâques. — N. D. L. R.

2.

Il ne peut s'agir, bien entendu, de rechercher une solution valable pour tous les cas. Il s'agit simplement de poser le problème et de reconnaître que la grève dans l'enseignement ne soulève pas les mêmes problèmes que la grève dans les autres domaines de l'activité du pays ; notamment, que le conflit qui oppose discipline syndicale et devoir professionnel y revêt un caractère singulièrement délicat.

Porter ce débat de conscience devant l'opinion publique, c'est risquer de n'être pas compris. Il faut pourtant savoir dire « oui » ou « non » en pleine liberté intérieure et en se référant à l'essentiel qui est toujours l'enfant.

De deux choses l'une : Ou je « remise » l'élève, ou je l'associe à la grève.

1) « Remiser » l'élève : consiste, soit à la laisser

chez lui, soit à le mettre en permanence. De toute façon, il y a désordre, à la fois contre notre autorité et contre l'esprit de solidarité dans la grève. Nous détournons une autorité pédagogique dont nous sommes personnellement responsables vis-à-vis de nos élèves — et non vis-à-vis de l'Etat ou de toute autre communauté déléguée à l'éducation. Notre responsabilité déborde donc les exigences de l'action syndicale immédiate.

La grève est, en fait, une atteinte à cette autorité : les élèves ne savent pas, ne comprennent pas les motifs qui nous font rompre la discipline nationale. Mais il y a un désordre pire que ce « scandale » ; il y a l'imitation d'un acte dont ils ne saisissent ni le sens ni la portée.

Voici deux exemples : les élèves de l'Ecole des Arts et Métiers décident et font la grève contre l'administration pour la défense de certaines traditions. L'administration leur dénie ce droit et prend des sanctions. Cette même administration s'associe à la journée de grève du 26 mai.

Au lycée, depuis le début de juin, un noyau d'élèves de 13 ans tient la classe sous menace de grève, par protestation contre un de leurs maîtres, et exerce des brimades et violences contre les « jaunes » qui tiennent à suivre régulièrement les cours. On ne peut nier le rapport entre ces faits et la grève du 26 mai.

2) Désordre contre l'esprit de solidarité dans la grève. On peut souhaiter que l'élève considère le travail scolaire comme une activité productrice et libre. C'est un fait qu'il la considère comme une discipline plus ou moins plaisante, mais à laquelle il échappe toujours avec joie et le plus souvent avec une joie désordonnée. Ce qui fausse entièrement le sens de cette manifestation de solidarité.

2) On pourrait concevoir une autorité qui ait des fondements plus profonds et plus humains, et qui permette aux maîtres d'associer les élèves à la grève. Ainsi des enfants dont les parents font eux-mêmes grève (et savent pourquoi ils la font), éclairés par leur professeur sur le sens et la portée sociale de cet acte, pourraient s'unir à la protestation de la nation.

En fait, le problème n'est pas aussi simple et, même dans l'hypothèse d'une autorité mieux établie, il s'entérme dans ce dilemme :

Ou bien l'élève est tenu hors des luttes sociales, ce qui lui imprime un caractère bourgeois (le bourgeois étant, par définition celui qui ne fait pas la grève),

Ou bien l'élève est associé aux luttes sociales, ce qui fait de lui un partisan.

Il ne s'agit pas d'isoler l'école de la vie de la nation. Nous ne savons que trop, surtout si nous comparons avec l'école anglo-saxonne, que notre école ne prépare pas l'enfant à prendre sa part à la vie politique du pays : la démocratie n'est pas possible en France tant que l'école est ce qu'elle est.

Il nous faut former le sens social et le sens politique de l'enfant et de l'adolescent ; et nous le formerons en lui proposant le maniement d'une réalité sociale à sa portée (je souligne : « à sa portée ») ; à savoir : la vie scolaire, la vie familiale, la vie d'équipe.

Mais les conflits économiques et sociaux sont hors de leur portée. N'oublions pas que la grève est un état violent, au même titre et pour les mêmes raisons que la guerre ; c'est-à-dire une violence et un désordre opposés à une injustice.

Une guerre totale n'est pas une guerre d'hommes, mais une guerre de partisans. Associer l'enfant à la grève, c'est accepter la grève totale avec sa « mystique éducatrice ». Comme un arbre déjeté par le vent dominant, nous pouvons faire croître nos élèves, suivant la consigne de Lénine, en « liant leur instruction, leur éducation et leur formation à la lutte incessante des prolétaires et des travailleurs ».

Mais, parce que nous dénonçons la lutte de classes toute valeur éducatrice, nous ne voulons pas former des partisans. Nous voulons former des hommes.

Nous savons d'expérience récente qu'on ne peut faire porter à un enfant, à un adolescent, le poids des passions et des luttes nationales et mondiales des adultes sans altérer profondément l'équilibre de leur personnalité : cela se solde toujours par un déficit dans leur valeur humaine, que ne compense jamais le stimulant d'une leçon morale et dont aucune cité libre ne peut tirer bénéfice.

Ce ne sont pas là des subtilités. C'est peut-être un langage nouveau. C'est l'exigence fondamentale de la révolution que nous voulons, qui renverse le point de

vue de l'éducateur en l'obligeant à considérer, non plus le contenu de la culture, mais la réalité de l'être à former.

Nous ne sommes pas des producteurs et des répartiteurs de spécialités universitaires : français, latin, anglais, maths...

Dans la plupart des secteurs de la vie nationale, la grève se solde par une perte brute dans la production.

Certains autres secteurs, échappant aux consignes de grève, ne doivent pas interrompre leurs activités : le ravitaillement, les services hospitaliers...

Nous admettons, par analogie avec ces derniers, et non par assimilation, que les exigences de notre profession d'enseignants priment les exigences de la solidarité syndicale.

Mais, là, rien ne peut nous dispenser d'être sincères avec nous-mêmes : il ne s'agit pas d'exercer ce « privilège » par inertie et par égoïsme, ou par respect humain, au nom de préjugés mal surmontés en face de nos élèves. Il faut avoir le courage (je vous renvoie à Péguy) de dire que l'enseignement n'est pas un métier comme les autres et que rien, dans les activités nationales, n'est comparable à l'autorité première du père de famille et à l'autorité déléguée du maître d'école. Craindre d'ouvrir ainsi la porte à toutes les exemptions, avoir « peur de ne pas paraître assez avancé », est une attitude aussi fautive et aussi dangereuse que le pharisaïsme opposé.

D'autant plus qu'il ne faut pas se payer de mots : la solidarité de la grève n'est effective que si elle entraîne un risque : perte de salaire, perte de production, perte de situation (lock-out). En fait, l'enseignement ne perd ni salaire, ni prime de rendement, ni (ordinairement) sa situation. La grève se réduit à un repos, à une abstention, tout au plus à un piquet de surveillance.

Nous concevons une grève qui serait une action positive, au lieu d'une abstention.

Sur le plan scolaire : Substituer au cours normal une leçon sur la solidarité syndicale, le sens de la grève et les conquêtes ouvrières dues à la pratique de la grève (on peut utiliser le petit ouvrage scolaire de Cornaert et Sauzeau « Travail et Civilisation à travers les âges », chez Bourrellier).

Certains collègues trouvent paradoxal de parler de solidarité syndicale sans faire soi-même grève ; ils craignent que les élèves ne soulignent cette contradiction. Tout dépend du climat de la classe : dans un climat utilitariste, la contradiction est inexplicable ; dans un climat humaniste, l'occasion sera belle de montrer à l'élève, par les faits plus encore que par les paroles, que l'enfant n'est pas une réduction d'homme, que son « adolescence » a une valeur sacrée qui transcende toutes les exigences de la vie économique.

Sur le plan syndical et intersyndical : réunion, cercle d'étude sur la grève et les problèmes économiques et sociaux qui la déterminent.

Rédaction et présentation de revendications.

Entraide aux travailleurs lésés par la grève.

J.-P. COSTE (Abx).

Vient de paraître :

L'EDUCATION NOUVELLE A L'ECOLE PRIMAIRE

104 pages – 36 francs

voir Ecole et Education, page 23

DELEGATIONS RECTORALES ET PROFESSORAT ADJOINT

Il n'est pas dans mes intentions d'énoncer ici une doctrine, mais d'exposer des faits et d'en tirer des conclusions. Celles-ci seront discutables mais je dois dire que, les ayant présentées à des collègues de diverses catégories et de diverses orientations (certains étant primitivement contre), ils ont bien voulu s'y rallier unanimement jusqu'à présent. Je suis convaincu qu'il n'en sera pas toujours ainsi mais cela me semble établir la solidité pratique desdites conclusions et m'autoriser à les présenter comme dépassant un point de vue personnel.

Le professorat-adjoint (qu'on appelait répétiteur il y a quelques années), c'est essentiellement la direction du travail des élèves en étude.

Cette direction est assurée dans l'enseignement public :

a) *Par les professeurs-adjoints dans le vieil enseignement secondaire ;*

b) *Par les professeurs dans les anciennes E.P.S. et la plupart des anciennes écoles pratiques.*

Quel est le meilleur système ? Voyons les faits.

En tant que secrétaire du syndicat de l'Académie de Lille, j'ai reçu de la presque totalité des collèges modernes de notre ressort des vœux demandant l'assimilation aux collèges classiques et en particulier la création d'emplois de répétiteurs (1).

Quant aux lycées et collèges classiques, le professorat-adjoint n'y a pas toujours existé, en particulier dans les collèges où il n'est organisé que depuis 1921, vraisemblablement parce que l'expérience faite les années précédentes dans les lycées en a montré la supériorité.

Il faut aussi noter que, si la direction du travail des élèves en étude semble, au premier abord, mieux assurée par les professeurs, c'est vrai pour tous les élèves, pour toutes les classes et pour tous les professeurs ; et on ne comprend vraiment pas que la circulaire du 20 août 1945 veuille en réserver le bénéfice aux seuls élèves qui ont la chance d'avoir pour professeur un délégué rectoral... à moins que ladite circulaire ne veuille réserver — insidieusement puisqu'une circulaire doit rappeler ou expliquer des textes antérieurs, donner des indications, mais pas innover ! — l'empoisonnement de l'étude de 17 à 19 heures à ces délégués rectoraux que l'administration utilise comme elle l'entend, sans leur donner aucune garantie ni stabilité, illégalement même, car aucune loi, aucun décret ou arrêté n'en parle. Au contraire, le décret du 4 mars 1926 affirme : « Tous les professeurs de collège sont nommés ou délégués par le ministre ». Il ne peut donc y avoir que des délégués ministériels. Les délégués rectoraux n'existent que dans les circulaires et dans la réalité, ils sont en marge de la loi. Ils n'ont pas d'existence légale et ne peuvent avoir de statut. Il sera moins difficile de les supprimer, c'est-à-dire de les transformer en délégués ministériels que d'organiser leur cadre.

A quand un recours en Conseil d'Etat contre les délégations rectorales ?

J'ajoute qu'un licencié d'enseignement passera désormais par les fonctions : adjoint d'enseignement, dé-

légué rectoral, délégué ministériel, professeur titulaire cadre normal 2^e catégorie, professeur titulaire cadre supérieur, et que s'il a l'échine assez souple pour être dans le cadre supérieur au bout de huit ans de services, il touchera le traitement de 4^e classe de ce cadre, soit 132.000 fr. alors que le « Huron » du cadre normal 2^e catégorie touchera après trente ans de services le traitement de sa 1^{re} classe, soit 126.000 fr. parce que sa femme n'aura pas fait de visites à la femme de son Proviseur ou parce qu'au bureau d'administration, il aura voté la mise en régie de l'internat de son collègue.

Il sera peut-être difficile aux délégués rectoraux de résister à cette circulaire du 20 août. Mais que vont faire les professeurs adjoints de premier ordre à qui on offre en même temps des heures de classe ? Il semble qu'un bon nombre se réjouissent de mettre le pied à l'étrier. Mais, s'ils s'accordent ainsi une priorité personnelle, ils ne voient pas qu'ils contribuent à supprimer — ou à ne pas créer — des postes de professeurs. Je ne parle pas à la légère : le temps n'est pas si loin où, au collège de jeunes filles d'Armentières, chacune des cinq professeurs-adjointes assurait 11 heures de classe ! C'est pourquoi l'ancien syndicat des professeurs-adjoints (C.G.T.) s'était élevé contre les heures de classe assurées par sa catégorie lors de son Congrès national de 1934, et avait renouvelé sa protestation au Congrès de 1936. Ses arguments :

C'est dans son étude que le professeur-adjoint enseigne ; aller en classe, c'est prétendre que, dans son étude, il ne fait rien ;

Un professeur-adjoint qui fait des heures de classe travaille au rabais et bouche le professorat à d'autres et à lui-même.

La considération de l'administration, des élèves et des familles est accordée, non à la fonction, mais au fonctionnaire par la façon dont il remplit sa fonction.

Il faudrait d'ailleurs relire toute la collection du journal de ce syndicat : depuis que son S2 de Paris s'était rallié à cette thèse, à Pâques 1934, on n'y trouverait pas une voix discordante.

Et qui sera professeur-adjoint ? Seuls les licenciés d'enseignement comme le veut l'article 2 du décret du 8-4-38 ? Personnellement, je n'y verrais peut-être pas d'objections si c'était possible. Mais à côté des lycées de Paris dont le cadre permanent est en grande partie licencié, et dont les délégués pour études sont candidats à l'agrégation, et des lycées des villes de Facultés qui ont peut-être (2) une majorité de licenciés, je ne vois pas, avec tous les établissements que je connais, 20 p. 100 de licenciés (à Armentières, 12 km. de Lille, cinq professeurs ne sont pas licenciés ; nous n'avons eu, de 1931 à 1946, qu'un P.A. licencié pendant un an et un autre pendant six mois). Si j'y ajoute 20 p. 100 de bacheliers ancien régime, il reste 60 p. 100 de bacheliers suppléants qui sont aux professeurs-adjoints titulaires ce que les délégués rectoraux sont aux professeurs titulaires.

Dans ces conditions, comment défendre notre statut, nos droits ? C'est impossible. Il faut donc titulariser ces bacheliers suppléants qu'il est d'ailleurs inadmissible de renvoyer après des années (11 pour certains) de service. Car, dès l'instant où l'Etat ne leur a pas

Centre National de la Recherche Scientifique

Le Reclassement

des aides techniques

et le problème des ingénieurs

Lorsque, vers le mois d'avril 1945, la direction du Centre National de la Recherche Scientifique fit connaître son projet de décret concernant les « aides techniques », les syndicats ne manquèrent pas de signaler vers quelles difficultés on s'acheminait en prévoyant quatre catégories d'auxiliaires « correspondant respectivement aux catégories : employés, techniciens, agents de maîtrise et ingénieurs, prévues par les conventions collectives en usage dans l'industrie ». Tout d'abord parce que les conventions collectives de l'industrie prévoient en réalité plus de quatre catégories, et ce seul fait allait déjà obliger à des assimilations plus ou moins discutables. En second lieu, et surtout peut-être, parce que les dénominations prévues par le C.N.R.S., celles d'« agents techniques », « aides techniques », « collaborateurs techniques » et « directeurs techniques » ne correspondaient à rien de précis et ouvraient la porte à une foule de malentendus. Cependant, si les syndicats furent écoutés sur certains points, ils ne le furent pas sur celui-là, et le décret du 12 août 1945, publié au J.O. du 28 août, conservait les quatre catégories incriminées et leur correspondance avec les catégories prévues par les conventions collectives de l'industrie.

En fait, dès que l'on voulut entrer dans la voie des réalisations, l'administration du C.N.R.S. s'aperçut que les difficultés signalées étaient bien réelles, et tout

DELEGATIONS RECTORALES ET PROFESSORAT ADJOINT

(Suite de la page 17).

appliqué sa propre réglementation : renvoi au bout de cinq ans s'ils ne sont pas licenciés (décret du 11-5-37, art. 2) celle-ci devient caduque.

En réalité, les deux questions : statut du professorat-adjoint et titularisation des bacheliers suppléants, sont étroitement liées.

Professeurs-adjoints titulaires et répétiteurs suppléants, unissez vos efforts, votre cause est la même... et celle des délégués rectoraux est proche parente.

Ceci n'est pas un article de circonstance. Le fond de cet exposé recueillait l'approbation d'un membre du bureau du S2 du S.N.E.S., ancien membre du bureau national du syndicat des professeurs-adjoints le 20 janvier, donc avant la parution de l'Université syndicaliste du 25 janvier.

Enfin, j'ai pendant quatre ans préparé des candidats aux écoles d'Arts et Métiers et je n'ai pas moins bien réussi que beaucoup d'autres. Je peux très bien recommencer.

D. QUENU,
Professeur-adjoint
Collège d'Armentières.

(1) C'est à dessein que j'emploie le mot répétiteur car il y a dans les collèges modernes, des professeurs-adjoints; ils sont pourvus de la première partie du professorat ou de trois certificats de licence et ils assurent exactement le même service que les professeurs. Seuls, le titre et le traitement diffèrent.

(2) J'espère avoir les chiffres précis pour le Congrès de Pâques; j'ai fait poser une question écrite au ministre.

de suite la question des ingénieurs se posa avec tant d'acuité que les travaux de la Commission de reclassement déjà tant de fois remis, faillirent en être retardés une fois de plus. Déjà nombre de nos camarades nous avaient écrit pour nous signaler combien, sur ce point, le décret du 12 août était incohérent et à quelles anomalies on en arrivait. La Commission ne put que le constater à son tour.

C'est qu'en effet, alors que dans l'industrie il est prévu qu'un ingénieur, en position I particulièrement, peut n'avoir pas à exercer un commandement effectif, par contre la dénomination de « directeur technique », donnée par le décret du 12 août comme correspondant à celle d'ingénieur, semble impliquer nécessairement la direction d'un service. Or, si bon nombre des collaborateurs du C.N.R.S. munis de diplômes d'ingénieurs ont été engagés à cause de leurs connaissances techniques, et font dans leurs laboratoires *fonction d'ingénieurs*, ceux d'entre eux qui exercent effectivement un commandement, qui font fonction de directeurs, sont extrêmement rares. On en arrivait donc à cette alternative : ou bien s'en tenir aux dénominations du Centre et à ce qu'elles impliquaient, et classer la grande majorité des ingénieurs parmi les « collaborateurs techniques », c'est-à-dire les agents de maîtrise ; ce qui les obligerait à « plafonner » à un coefficient bien inférieur à celui qu'ils étaient en droit d'attendre en tant qu'ingénieur ; ou bien ne tenir compte que de la correspondance indiquée par le décret, et classer comme « directeurs techniques » des auxiliaires n'exerçant pas la moindre fonction de direction, et, dans certains cas, bien incapables d'en exercer. Chose à quoi, évidemment, l'administration du C.N.R.S. était parfaitement hostile.

Une troisième solution aurait permis de concilier ces points de vue : c'était de modifier le décret, soit en créant une catégorie supplémentaire, soit en changeant les dénominations ou les assimilations qu'il prévoit. Et telles étaient les difficultés rencontrées lors des premières séances des sous-commissions qu'il fut un moment question de l'adopter. Mais cela aurait entraîné de nouveaux retards au reclassement qui traîne déjà depuis tant de mois. Avec ce qu'ils touchent actuellement, les aides techniques du C.N.R.S. ne peuvent plus vivre; il est urgent, plus qu'urgent de leur assurer un traitement convenable, et dans les circonstances présentes, les syndicats ont estimé qu'il valait mieux se contenter d'un texte boiteux et trancher à l'amiable les difficultés qu'il soulève — quitte à le faire modifier plus tard —, plutôt que de s'affarder encore à l'améliorer.

Il a donc été officiellement convenu entre l'administration du C.N.R.S. et les syndicats que le reclassement continuerait conformément au décret tel qu'il existe, mais que l'on admettrait les assimilations suivantes :

Agents techniques = ouvriers ;

Aides techniques = techniciens ;

Collaborateurs techniques = agents de maîtrise et ingénieurs ;

Directeurs techniques = cadres.

C'est-à-dire que les ingénieurs ne dirigeant pas un service recevront la dénomination de « Collaborateurs techniques » et le traitement auquel ils ont droit en tant qu'ingénieur. Petit sacrifice d'amour-propre, sans plus.

La difficulté semble donc résolue. Il reste seulement à espérer que le contrôleur financier qui examinera le travail de la Commission voudra bien reconnaître le bien-fondé de ces assimilations et admettra, malgré la lettre du décret, que des « collaborateurs techniques » touchent un traitement supérieur à celui que les conventions collectives de l'industrie prévoient pour les agents de maîtrise. L'administration du C.N.R.S. semble sans inquiétude à cet égard. Mais, de toute façon, une fois le reclassement des aides-techniques terminé, une modification du décret du 12 août s'impose, pour faire cesser une équivoque et prévenir toute cause de conflit.

M. OSWALD.

La rédaction AU COURS SUPERIEUR

Préliminaires.

L'enseignement de la rédaction est difficile parce qu'il doit concilier deux points de vue très différents : il doit permettre à l'élève d'exprimer sa personnalité et, en même temps, il doit lui apprendre à se couler dans le moule social du langage. Il faut donc naviguer entre deux écueils : il serait ridicule de réduire la rédaction à l'art d'écrire une lettre commerciale, anonyme, correcte, pratique et inexpressive. Mais il serait aussi ridicule d'en faire uniquement une sorte d'explosion poétique où l'enfant exprime librement son moi profond avec son vocabulaire à lui et son style à lui sans souci d'aucune règle.

Il en est de l'enseignement de la rédaction comme de celui du dessin : l'un et l'autre doivent viser à donner un style à l'élève, donc une forme sociale ; mais le même style ne convient pas à tous et l'art du pédagogue consiste à aider chaque élève à découvrir le style qui lui convient tout en restant dans le cadre des règles grammaticales et autres.

Au fond, c'est toujours la grosse difficulté de toute pédagogie : elle doit voir dans l'enfant le futur adulte et lui inculquer les connaissances indispensables à sa future vie sociale. Mais en même temps, elle doit respecter la personnalité actuelle de l'enfant qui n'est pas celle d'un adulte, même vers 12 ou 14 ans et lui permettre de s'épanouir.

Un vieux maître d'école qui reçoit de nombreuses lettres de ses anciens élèves s'étonne que les plus mauvais élèves écrivent souvent les lettres les plus personnelles, les plus vivantes. Les bons élèves, modèle courant, écrivent souvent des lettres aussi correctes qu'insipides : ils ont trop bien suivi les leçons du maître. Comment concilier la saveur et la correction ? Voilà le problème.

Ne croyez pas que ce préliminaire ne soit qu'un principe abstrait, bien éloigné des pauvres balbutiements qu'on obtient dans la pratique de la classe. Il entraîne une conséquence pratique dans le choix des sujets :

Choix des sujets.

Il nous faudra choisir toute une gamme de sujets allant depuis la classique lettre au directeur d'entreprise pour solliciter un emploi, lettre qui ne laisse aucune place à la fantaisie jusqu'au sujet du genre de celui-ci : « le feu », ou « l'ombre » ou un simple titre sans commentaire permet à l'élève, tant le sujet est vaste et indéterminé, d'exprimer sans contrainte sa vision personnelle ; n'oublions pas à la limite le sujet libre qui se conçoit aussi facilement que le dessin libre et joue le même rôle.

Comment préparer la rédaction.

Dans la préparation, comme dans le choix des sujets, c'est toujours le même principe qu'il faut appliquer : une grande variété, une grande souplesse : il faut savoir s'adapter à toutes les formes d'intelligence. Certains maîtres appliquent une méthode classique et excellente en elle-même ; quand ils ont donné le sujet, ils attirent l'attention de l'élève sur ce sujet pour le préciser, le délimiter puis font trouver des idées, en suggèrent, les font classer en un plan, ensuite c'est le brouillon traditionnel avec les nombreuses corrections nécessaires (que la feuille soit bien gribouillée surtout). Tout ceci est fort bon mais c'est un moule trop uni-

forme pour que tous les esprits s'y enferment et beaucoup d'enfants y seront stérilisés. Il y a bien des esprits méthodiques pour lesquels le plan se construit d'après des raisonnements clairs ; mais d'autres ont une allure plus poétique, plus primesautière ; leurs idées ne vont pas au hasard certes, mais la froide logique n'est pas maîtresse au logis. D'excellents esprits mûrissent intérieurement leur sujet et l'écrivent d'un jet sans une rature, sans un brouillon apparent. Certes, il faut une méthode mais suffisamment souple, suffisamment humble aussi pour suivre avec docilité toutes les formes d'esprit. Il serait d'autant plus regrettable d'avoir une méthode trop rigide et uniforme que la rédaction a une valeur privilégiée pour faire surgir une étincelle d'intelligence là où on n'avait encore décelé aucune capacité intellectuelle. Je me rappelle avoir découvert quelques esprits très frais dans le clan des élèves catalogués comme tarés en mettant la classe en silence devant un spectacle naturel (la procession des nuages dans le ciel, un massif de rhododendrons en fleurs) ; au bout de dix minutes d'observation silencieuse et admirative : « Ecrivez à quoi cela vous fait penser ? » J'ai découvert des personnalités complètement ignorées et très attachantes en donnant une demi-heure de rédaction libre et confidentielle. Tout l'effort doit porter à faire surgir la personnalité de l'enfant ; or l'adulte, avec ses grosses mains maladroites aboutit trop souvent à la faire se replier et ne montrer qu'un masque.

Comme dans le choix du sujet il y aura donc toute une gamme de préparations depuis celle où tout le travail est maché par le maître jusqu'à l'absence complète de préparation. Ainsi l'est possible, après avoir donné un sujet, spécialement si l'on voit que les élèves sèches et ne trouvent rien, de leur dire : « Eh ! bien, je vais le faire ce devoir ; posez vos porte-plumes et écoutez-moi ». Et on leur donne la rédaction dans le moindre détail. Ce n'est plus guère qu'un exercice de mémoire ? La mémoire n'est jamais distincte de la compréhension ; les élèves ont eu là un bon exemple de rédaction. Il est bien entendu que ce procédé reste exceptionnel. Descendons d'un degré : On peut étudier un passage : « le bourdon », « j'ai chaud », et on demande de transposer ce texte sur un thème voisin : le bourdon devient le grillon ou la libellule ; j'ai chaud devient j'ai froid. « Le départ pour la chasse » devient le retour de la chasse.

Un degré de plus et c'est le sujet classique. Là encore, la préparation peut donner lieu à des exercices intéressants : toutes les fois que le sujet comporte une core, la préparation peut donner lieu à des exercices de description, faisons faire des observations directes et personnelles. Tous les maîtres savent comme les enfants observent peu et sont prisonniers des clichés qu'ils ont lus dans leurs textes. L'observation directe, minutieuse, prolongée, répétée est le seul moyen de les faire parvenir à des devoirs personnels. Là encore on a des surprises : tels mauvais élèves tout juste capables d'écrire un affreux style « petit nègre » se révèlent excellents observateurs, précis et pittoresques sinon corrects. Leur incorrection même les a parfois préservés des clichés et pour décrire ce qu'ils ont vu ils trouvent parfois des images pleines d'imprévu et de pittoresque. En rendant compte de la rédaction, le maître va leur en faire compliment et voilà un candidat-cancro raccroché et intéressé.

Que toujours le maître ait le souci de conserver à la rédaction son allure d'exercice aussi spontané que possible. Que l'élève se sente compris, quelle que soit l'incorrection de son style ; que le maître ne se moque jamais des spontanéités de ses élèves. Il deviendra même parfois le confident ; l'élève sait bien que le secret de ses confidences sera gardé. La rédaction conservera alors la place privilégiée à laquelle elle a droit.

R. MASSON.

Revue

DES REVUES PEDAGOGIQUES

La grave question du recrutement des instituteurs continue à faire couler de l'encre. Encore un S.O.S. pour « le navire pédagogique en péril » dans le **Manuel Général** (n° 11). Dans presque toutes les E.N., il a fallu un deuxième concours pour tenter de constituer une promotion squelettique; dans beaucoup de cas on n'y est pas arrivé. Il est trop clair que « la solution du deuxième concours ne résout pas la crise dont souffre l'école; elle ne fait qu'accuser l'angoissante pénurie des candidats. On s'efforce de racler des fonds de tiroir déjà vidés. » On s'aperçoit de plus en plus que la crise ne se traduit pas seulement par la raréfaction du personnel masculin dans l'enseignement primaire, ce qui est déjà **très grave**, mais aussi par une baisse de la qualité dans le recrutement, ce qui est au moins **aussi grave** pour l'éducation de la jeunesse française. L'auteur de l'article, un directeur d'E.N., va jusqu'à dire : « Au train où vont les choses, on touchera rapidement au terme d'une décadence qui ne laissera dans les chaires communales que des sujets bornés, des recalés aigris et des partisans du moindre effort » qui viendront remplacer « ces légions de bons maîtres dont les plus acerbes calomnies ne parvinrent pas à entamer la réputation de dévouement et de compétence. » A quand la « revalorisation » de la fonction enseignante ?

..

« **Abéona** » marque un intérêt qui ne se dément pas pour les différentes expériences étrangères en matière d'éducation. Les derniers numéros nous ont entretenus du « Plan Dalton », des « Public Schools » anglaises, du « Système pédagogique de Winnetka » aux E.U., de « l'Institut de recherches pédagogiques » en Tchécoslovaquie, de la Maison des petits de Genève. Ce sont de bons éléments d'information pour les enseignants français quoique cela soit fait d'une manière un peu trop rapide pour être vraiment utilisable. Il est incontestable que ces cahiers, édités par le Ministère de l'E.N. prônent les méthodes d'éducation nouvelle. On n'hésite pas même, par-ci, par-là, à « mettre en boîte (n° 4) « l'école classique » par opposition à « l'école active » si bien illustrée à l'étranger. De temps en temps, on déniche en France ou aux colonies (L'école dans la Cité n° 5) une expérience d'Ecole active mise au jour à force de dévouement, d'efforts quasi héroïques, et d'initiative personnelle par des éducateurs qui ont le feu sacré.

On a l'impression que les rédacteurs du bulletin ne sont pas loin de croire qu'il suffit de la part des maîtres d'un peu de bonne volonté pour créer de toutes pièces ces merveilleux « ensembles éducatifs » qu'on nous invite à admirer à l'étranger. On nous affirme : « Les méthodes nouvelles sont possibles dans toutes les écoles, quelle que soit leur installation matérielle. » Faut-il ajouter aussi : « Quel que soit leur effectif ? »

Il est temps, je crois, de dissiper une équivoque. Il y a des conditions et des moyens matériels que nul dévouement, nul génie ne peut remplacer. Quand on y regarde de près, on remarque de petites choses qui vous laissent rêveur. La « Maison des Petits » à Genève pour un effectif de 30 enfants comprend 8 pièces, différemment organisées; en outre : une galerie couverte et une salle de jeux ! Il s'avère qu'une école de 300 élèves fonctionnant en France sur le modèle des « Public schools » anglaises reviendrait à 10 millions par an.

Sous le titre « Petits moyens d'une grande réforme », un article du **Journal des Instituteurs** (n° 11) pose très bien le problème. Nous le citons largement :

« On oublie la richesse de ces écoles modèles et les moyens d'action dont elles disposent pour dispenser un enseignement à la mesure de l'enfant quand, en songeant à elles, on veut bouleverser notre système scolaire et infléchir vigoureusement dans un sens identique nos méthodes éducatives.

On méconnaît dangereusement le dénuement des écoles rurales françaises et la pauvreté de certains groupes citadins; on plane idéalement dans un rêve optimiste qui dissimule la pénible réalité des gravures inesthétiques, des compendiums métriques incomplets, des musées scolaires poussiéreux où une éprouvette ébréchée repose entre quelques cailloux mal définis, des armoires-bibliothèques vétustes où s'épaillent, dans leur reliure grise ou noire, des livres ennuyeux, doctes ou puérils, provenant pour la plupart des vieux fonds invendus des librairies.

L'école primaire française est d'une pauvreté insigne. Les pouvoirs publics ont sans cesse abandonné le personnel enseignant à lui-même, ils l'ont contraint à « se débrouiller », à utiliser ses loisirs du jeudi, son ingéniosité et ses ressources propres, pour l'aménagement des classes ou la constitution d'un matériel d'enseignement.

Mais il est bien évident que, malgré tout son dévouement, le personnel enseignant n'a que des moyens limités. En particulier, quand interviendra la « Réforme de l'Enseignement », l'instituteur rural ne pourra guère, livré à sa seule initiative et à ses seules ressources pécuniaires, transformer sa classe, la meubler de placards, de tables plates et d'étagères, y ajouter un atelier, l'enrichir d'un matériel scientifique perfectionné, de collections variées, d'ouvrages de documentation, de beaux livres de bibliothèque, de tout ce qui est indispensable à l'exercice judicieux et efficace des nouvelles méthodes éducatives. »

Là encore, comme pour la crise du recrutement, il faut une politique financière hardie. M. Ferré conclut ainsi :

« Il faut donc que l'Etat, conscient de l'importance première de l'éducation, veuille une bonne fois abandonner l'esprit de lésine et se substituer aux communes pour tout ce qui concerne les dépenses scolaires; ou qu'il oblige celles-ci à prévoir, en faveur des écoles publiques un budget spécial dont elles n'aient pas la libre disposition, et les empêche d'esquiver leurs obligations les plus sacrées au regard de l'avenir de l'enfance et du pays.

J. M.

Sauf extrême urgence, envoyer
toute la correspondance syndicale
32, rue du Général-Beuret, 32

(L'abondance de la matière concernant le Congrès de Pâques nous a obligés à réduire considérablement notre partie pédagogique. Nous nous en excusons. N.D.L.R.)

VIE DES SECTIONS

ET DES CATEGORIES

Enseignement technique

Compte rendu de l'audience accordée par M. le Directeur général de l'Enseignement Technique, le 18 janvier 1948, aux représentants du S.G.E.N. (Section « Enseignement Technique »).

L'attention de M. le Directeur a été attirée sur les points suivants :

I. — RÔLE DES SYNDICATS

Pendant ces derniers mois, on a pu constater une série de faits prouvant une grave confusion entre les fonctions de « revendication » et de « liaison », qui relèvent des syndicats et la fonction « d'administration » qui relève des services de la direction de l'Enseignement Technique.

Nous estimons que l'administration, tout en tenant le plus grand compte de l'avis et des suggestions des syndicats, ne doit se démettre en aucun cas de ses fonctions et doit au contraire prendre en toute occasion ses responsabilités.

D'autre part, nous demandons que le S.G.E.N. soit tenu au courant des décisions prises par l'administration de façon à pouvoir en faire part lui-même à ses adhérents.

II. — REPRÉSENTATION DU PERSONNEL AUPRES DE L'ADMINISTRATION

a) **Comités départementaux de l'Enseignement Technique :**
Le décret n° 45.0183 du 29-12-45 stipule que figureront dans ce conseil, parmi d'autres représentants :

« les salariés choisis dans le groupement le plus représentatif »
« les membres des Ecoles publiques d'Enseignement Technique, choisis dans le groupement le plus représentatif »
« les membres des Centres d'Apprentissage, choisis dans le groupement le plus représentatif »

Sur ces dix-sept personnes auxquelles nous pouvons ajouter le directeur et la directrice de Centres prévus par le décret et qui risquent d'être choisis de manière arbitraire, soit dix-neuf personnes, il serait donc possible qu'il n'y ait aucun représentant de la C.F.T.C.

Tous les groupements C.F.T.C. visés ont réagi. En ce qui nous concerne, nous demandons que l'expression « le plus représentatif » soit remplacée par l'expression « les plus représentatifs ».

M. le Directeur nous affirme que, déjà saisi de cette question, il s'efforce d'y apporter une solution juste (1).

b) **Représentation auprès de l'Administration Centrale :**
Le S.G.E.N. demande également l'élection par tout le personnel de l'E.T. des délégués du personnel auprès de l'Administration centrale.

III. — COURS PROFESSIONNELS D'APPRENTISSAGE

En bien des localités, ces cours sont payés à des taux ridiculement bas et souvent les paiements n'ont pas été effectués depuis la rentrée d'octobre. Cette situation risquant d'entraîner des grèves du personnel, le S.G.E.N. demande à l'Administration d'intervenir d'urgence.

IV. — SITUATION DES PROFESSEURS TECHNIQUES ADJOINTS DE PARIS, DITS DE DEMI-TEMPS

Ces professeurs doivent recevoir en réalité un demi-traitement pour un service de trente heures. Or elles font trente-six heures : les heures supplémentaires sont payées environ 10 francs. Depuis un an toutes les réclamations à ce sujet ont été vaines.

Les P.T.A. femmes, à Paris, sont nommées pour cinq ans et versent pour la retraite à la Caisse des Dépôts et Consignations, ce qui leur promet une retraite dérisoire. Or plusieurs sont actuellement près de leur retraite. Le S.G.E.N. demande la nationalisation rapide de ce personnel.

V. — Le S.G.E.N. soutient les revendications des inspecteurs de l'Enseignement Technique qui demandent que les membres de l'Enseignement Technique nommés dans ces fonctions ne subissent aucun reclassement puisqu'ils ne changent pas d'administration.

VI. — Enfin il a été présenté à M. le Directeur général certains cas individuels particulièrement pressants.

M. le Directeur général a accueilli nos demandes avec bienveillance et nous a promis de mettre bon ordre à certaines situations regrettables.

Le principe d'une audience mensuelle a été admis.

(1) Nous avons constaté avec satisfaction que notre revendication a été entendue : le rectificatif du 10-1-48 (Voir B. O. n° 15 du 28-2-1948) a remplacé l'expression « le groupement le plus représentatif » par « les groupements les plus représentatifs ».

OBSERVATOIRES Institut de physique du globe

Bureau des Longitudes

LE SYNDICAT GENERAL DE L'EDUCATION NATIONALE (C.F.T.C.) comporte une Section de l'Enseignement supérieur, à l'intérieur de laquelle vient de se constituer une sous-section des Observatoires, Institut de physique du globe et Bureau des Longitudes.

Cette sous-section, dont nous assumons, à titre provisoire, la direction, vous invite à lui apporter votre adhésion.

Ce faisant, vous userez, comme nous l'avons fait nous-même, du droit que l'on ne peut refuser à quiconque, d'adhérer au syndicat de son choix.

Certains d'entre nous regretteront, sans doute, qu'il n'y ait pas pour les observatoires un seul syndicat groupant tout le personnel. Cette objection a le tort, croyons-nous, de méconnaître la coexistence et les positions respectives de la C.F.T.C. et de la C.G.T.

La C.F.T.C. s'inspire, dans son action, de la tradition sociale chrétienne en assumant seule la responsabilité de son action en dehors de toute tutelle confessionnelle.

La C.F.T.C. et les syndicats qui lui sont affiliés, ne sont pas des organismes confessionnels, demandant à leurs adhérents une profession de foi religieuse. Nous constatons simplement qu'il existe une certaine conception de l'homme, de la personne et de sa liberté qui correspond aux enseignements du christianisme, mais à laquelle adhèrent en fait de nombreux incroyants et des fidèles de toutes les confessions.

C'est de ce point de vue « humaniste » essentiellement antitotalitaire que nous nous plaçons ; il est partagé par de nombreux universitaires, le S.G.E.N. s'adresse à eux quelles que soient leurs opinions religieuses ou politiques.

Le S.G.E.N. n'est pas anticléricaliste : il existe pourtant de profondes divergences qu'il vaut mieux mettre au clair en toute franchise si l'on veut arriver à une bonne entente entre les deux syndicats. Alors que la C.F.T.C. est essentiellement spiritualiste, la C.G.T. s'appuie sur les doctrines marxistes, admet le matérialisme historique et la conception de la lutte des classes.

Ces divergences doctrinales n'empêchent cependant pas, bien souvent, l'accord sur le plan pratique : beaucoup des problèmes syndicaux peuvent être résolus en commun pour peu que l'on veuille s'entendre. Le fait de l'existence de syndicats distincts, ne peut empêcher qu'ils soient prêts à l'unité d'action chaque fois qu'ils peuvent tomber d'accord pour la justice et le progrès social. Ces considérations justifient à nos yeux la constitution d'une section des astronomes et physiciens au sein du S.G.E.N. Nous croyons même que le S.N.O. ne peut y trouver que son avantage, car une action commune des deux syndicats sera soutenue par de plus nombreux adhérents que si un seul des deux syndicats existait.

Pour le Syndicat général de l'Education Nationale, section des Observatoires, Institut de physique et Bureau des Longitudes, les responsables provisoires, auxquels vous pouvez dès maintenant envoyer vos adhésions et faire part de vos suggestions et revendications :

Le Secrétaire : M. V. MAITRE, astronome, 20 bis, avenue Montrapon, Besançon (Doubs) ;

Le Secrétaire adjoint (pour les adhésions) : M. CLAMAGNIERAND Jean, calculateur, 17, avenue de Tourville, Paris (7^e), C.C.P. : Paris 300-21.

PROFESSEURS SPECIAUX DE LA VILLE DE PARIS

Lors de notre réunion du 22 décembre, nous avons fait un compte rendu détaillé de notre activité depuis octobre.

— Démarches pour l'application du premier échelon à tous les professeurs spéciaux, nous apprenons que le projet sera incessamment présenté au Ministère. Nous espérons triompher des différents obstacles que nous rencontrons.

— Après de nombreuses démarches nos collègues, professeurs de chant deuxième échelon, ont obtenu entière satisfaction. Leurs traitements sont assimilés à ceux des enseignements les plus favorisés.

— Nous persévérons à soumettre le cas de nos collègues d'enseignement manuel et ménager.

— Démarches pour la titularisation des professeurs de banlieue.

— Une permanence se tient : 1, quai de l'Hôtel-de-Ville (en face la rue de Brosse), le troisième jeudi, de 15 h. à 17 h.

— Nous engageons vivement nos adhérents à acquitter leurs cotisations pour l'année 1946, dont nous rappelons le tarif :

100 fr. jusqu'à 30.000 encaissés,

150 fr. jusqu'à 40.000,

200 fr. jusqu'à 50.000,

250 fr. jusqu'à 80.000,

300 fr. au-dessus.

Syndicat Chrétien de la Préfecture de la Seine, Chèques Postaux Paris 4.197-42. (Indiquer : « Professeurs Spéciaux »).

Faites confiance à notre activité, continuez à recruter sans vous lasser.

La Présidente : TH. MAUSSANT.

COLLEGES MODERNES

Quelques réponses d'intérêt général qui nous ont été faites récemment par l'Administration :

1° L'examen du diplôme de fin d'études secondaires sera supprimé à partir de 1946. Il n'y avait donc pas lieu de l'organiser dans les collèges modernes ;

2° Les élèves des collèges modernes peuvent être candidats au Concours Général des Lycées et Collèges, dans les mêmes conditions que les élèves des lycées et collèges classiques ;

3° L'avance sur pension, qui est un droit, est accordée d'office dès que le dossier de pension est parvenu au service compétent.

LES O. I. SONT NOMMES P. T. A.

Nous rappelons dans notre numéro de janvier 1946 que le personnel des ateliers des Etablissements d'Enseignement Technique se composait en majeure partie :

De professeurs techniques adjoints (P.T.A.),

D'ouvriers instructeurs (O.I.).

Depuis 1936, un concours national recrute ce personnel de la façon suivante :

Sont admis P.T.A. les candidats ayant obtenu, pour l'ensemble des notes, une moyenne générale au moins égale à 13 sur 20.

Eventuellement peuvent être recrutés des O.I. ayant obtenu une moyenne générale au moins égale à 11 sur 20.

L'assimilation des O.I. aux P.T.A. pouvait donc s'envisager, et c'est chose faite actuellement : le premier groupe d'O.I. bénéficiaires de cette mesure venant d'être désigné.

Mais, comme nous le notions alors, ces camarades seront-ils également nommés sur place ?

Je ne sais la décision qu'a prise l'Administration à cet égard, mais dès ce moment la position du S.G.E.N. était nette, trouvant qu'il était logique et juste que tous ces postes transformés fussent déclarés vacants.

Les P.T.A. en titre pourront ainsi solliciter un poste qu'ils convoient souvent depuis plusieurs années et qu'ils n'avaient pu obtenir lors de leur nomination.

Il est à remarquer que ceci intéresse, non seulement les camarades désirant regagner la région parisienne, mais tous ceux à qui des convenances personnelles dictent une préférence pour un poste déterminé.

Il me semble que cette objectivité reflète une équité parfaite et qu'elle sera comprise de tous.

Pour permettre aux camarades intéressés par l'une de ces vacances de poser leur candidature à l'Administration, il serait souhaitable que le S.G.E.N. publie dans son prochain bulletin :

- La liste des postes vacants,
- Les spécialités qui s'y exercent,
- La date de vacance.

A. VALETTE,
P.T.A. à l'Ecole Normale Professionnelle
d'Armentières (Nord).

SECTION du LYCEE de CHERBOURG

Vœu : Les membres de la Section du Lycée de Cherbourg ont pris connaissance du vœu adopté par le S.N. au Congrès de Pâques tendant à la suppression des promotions au choix.

Ils expriment un vœu tout opposé en faveur de leur maintien. Ces promotions ont pu donner lieu à des injustices particulières. Mais il n'est pas pire injustice, ni pire contre-sens administratif que de poser en principe l'égalité de traitement pour tous les fonctionnaires, qu'ils soient mous ou qu'ils soient zélés.

Section primaire de Meurthe-et-Moselle :

Reconstituée en juin 1945, la Section primaire S3 dépendant du Conseil Académique de Nancy est administrée comme suit :

Secrétaire général : Hoffmann, directeur d'école à Valleroy.

Secrétaire adjoint, délégué au Bureau Académique : Mlle Kebach, institutrice adjointe à Nancy.

Troisième : Mme Munier, institutrice adjointe d'école maternelle à Nancy, C.C.P. Nancy 800.86.

Secrétaire pédagogique : M. Charpentier, directeur d'école à Pagny-sur-Moselle.

Secrétaire à la propagande : Mlle Populus, institutrice d'école d'application à Nancy.

Membres : Mlle Idatte, institutrice à Sommerviller, déléguée aux questions rurales ; Mlle Charpentier, directrice d'école à Villers-lès-Nancy, Le Placieux.

Elections au Conseil départemental :

351 voix au S.G.E.N. et 966 au S.N.

La représentation proportionnelle, si elle était admise, nous donnerait droit à un siège.

Réunion du bureau : A Nancy, 1, rue du Manège, le deuxième jeudi de chaque mois, à 13 h. 30.

COURS MUNICIPAUX D'APPRENTISSAGE

Les collègues qui font des cours municipaux d'apprentissage sont priés de se mettre en rapport avec M. Salvaire, 10, rue de l'Ecu, Reims, en vue d'une action commune. Prière de fournir tous les renseignements sur la situation locale et les améliorations envisagées.

LES FONCTIONNAIRES obtiennent la reconnaissance du droit syndical

Jusqu'ici le droit de se syndiquer n'avait jamais été reconnu officiellement aux fonctionnaires par les Pouvoirs publics. Aucun texte de loi n'était venu confirmer un état de fait dont l'utilité ne peut être méconnue.

— Un amendement d'Yves Fagon à la loi du 19 février 1940 apporte la consécration définitive du droit syndical aux agents de l'Etat.

Les fonctionnaires participeront désormais légalement à la discussion des mesures les concernant et l'on peut augurer que l'intervention des syndicats apportera un élément de conciliation dans les décisions prochaines de compression, de réorganisation et de reclassement.

Les ministres pourront désormais consulter directement les organisations syndicales. Celles-ci désigneront des dirigeants compétents qui donneront leur avis ; cela permettra de prendre rapidement les mesures qui s'imposent avec le maximum de garantie pour les fonctionnaires et agents des services publics.

Dés maintenant, les organisations syndicales, aux termes de l'amendement d'Yves Fagon, sont appelées à participer d'une part à l'établissement des plans de dégrèvement et de licenciement, d'autre part à la direction du centre d'orientation et de réemploi des agents, et, enfin, à l'application des mesures de mutation, de licenciement et de mise à la retraite.

**LES COLLEGUES PARISIENS
SUSCEPTIBLES de loger des délégués
provinciaux au Congrès de PAQUES
sont priés d'avertir Mlle. GUILLARD**

36, rue de la République
Saint - Mandé Seine

NOUVEAU REGIME DU C. E. P.

Article 254. — Le certificat d'études primaires est divisé en deux parties. Aucune condition d'âge n'est requise pour les candidats à la première partie.

Les candidats à la seconde partie devront avoir quatorze ans révolus au 31 décembre de l'année où ils se présentent. Ils devront en outre avoir subi avec succès les épreuves de la première partie, les épreuves des deux parties pouvant être subies au cours de la même session.

Le diplôme du certificat d'études primaires n'est délivré qu'aux candidats ayant subi avec succès les épreuves des deux parties.

Article 255. — Chaque instituteur doit dresser pour son école l'état des candidats. Il faut, pour les candidats à la deuxième partie, l'attestation qu'ils ont subi avec succès les épreuves de la première partie. La liste des candidats de chaque commune, visée et certifiée par le maire, est transmise en temps opportun à l'inspecteur primaire.

Article 257. — L'examen du certificat d'études (première partie) comprend les épreuves suivantes :

1. Une épreuve d'orthographe comprenant :

- Une dictée de dix lignes environ ;
- Deux questions relatives, l'une à l'intelligence du texte, l'autre à la connaissance de la langue.

Durée de l'épreuve : 40 minutes.

2. Une épreuve d'écriture jugée sur la dictée.

3. Une rédaction sur un sujet simple, se rapportant à la vie personnelle de l'enfant.

Durée de l'épreuve : 40 minutes.

4. Une épreuve de lecture et récitation comprenant :

- Un exercice de lecture courante d'un texte ayant un sens complet. Le texte sera remis au candidat cinq minutes avant l'épreuve.
- La récitation d'un texte en prose ou en vers choisi sur la liste d'au moins dix morceaux.

5. Une épreuve de calcul comprenant :

- Deux questions simples d'arithmétique limitées à l'usage d'une opération dans un cas concret.
- Un problème d'arithmétique pratique avec solution raisonnée.

Durée de l'épreuve : 40 minutes.

Article 259. — Il est attribué à ces épreuves les coefficients suivants :

Dictée : 2 ; questions : 1 ; rédaction : 1 ; écriture : 1 ; calcul : 3 ; lecture et récitation : 2 (1 et 1).

Sont éliminatoires :

- La note zéro pour la dictée ;
- Les notes inférieures à 8 sur 40 pour l'ensemble des épreuves de rédaction, dictée, questions ;
- Les notes inférieures à 6 sur 30 pour l'épreuve de calcul.

Article 260. — Sont déclarés admis les candidats qui, n'ayant pas de note éliminatoire, ont obtenu la moyenne pour l'ensemble des épreuves, soit au moins 50 points.

Le certificat d'études primaires (première partie) est conféré aux candidats admis à l'examen des bourses nationales, première série.

Article 261. — Le certificat (deuxième partie) ne commencera qu'en 1947. A titre transitoire, les candidats qui auront quatorze ans révolus au 31 décembre subiront les épreuves prévues par l'arrêté du 30 novembre 1944.

Article 262. — L'attestation remise aux candidats reçus à la première partie doit être présentée :

- Pour l'inscription à l'examen de la deuxième partie ;
- A l'entrée dans un cours complémentaire ;
- A partir du 1-10-47 à l'entrée en sixième de lycées ou de collèges.

(Bulletin officiel de l'E.N., du 28 février 1946, N° ...)

Enfin parue...

L'EDUCATION NOUVELLE A L'ECOLE PRIMAIRE

Le groupe d'Education Nouvelle du S.G.E.N. est heureux de vous annoncer la parution tant attendue de ses travaux.

Nous vous prions de bien vouloir excuser le retard apporté à la publication. Un malentendu télégraphique l'avait fait annoncer pour décembre et des raisons indépendantes de notre volonté nous ont obligés à en différer la parution jusqu'à maintenant.

Nous souhaitons qu'elle puisse rendre service à ceux qui s'intéressent aux méthodes actives, à ceux qui voudraient mieux les connaître, à ceux qui les pratiquent.

Notre reconnaissance est acquise au docteur Louis Christiaens, de la Faculté de Médecine et Pharmacie de Lille, qui a bien voulu enrichir nos expériences de ses travaux personnels.

Le volume de la plaquette a doublé, par rapport à ce que nous avions pu prévoir et nous nous réjouissons de vous présenter un travail plus complet.

Il nous a fallu, en conséquence, augmenter le prix de vente primitivement annoncé. Nous nous en excusons.

Aperçu de la table des matières :

1. — Ce que nous avons voulu faire.

2. — Principales réalisations :

A. Méthodes où le travail reste collectif et traditionnel ;

B. Méthodes de travail par groupe ou par équipe ;

C. Méthodes de travail individuel.

3. — Préjugés sur l'Ecole Nouvelle.

— Le but de l'Ecole ;

— L'effort à l'Ecole Nouvelle ;

— La discipline ;

— Conclusion.

4. — Expériences réalisées par des collègues dans leur classe :

1. Ma classe en français ;

2. Echanges interscolaires ;

3. La reproduction de nos textes ;

4. La linogravure ;

5. Les centres d'intérêt ;

6. Le travail d'enquêtes.

5. — Le point de vue d'un médecin.

Esquisse d'une pédagogie biologique, par le professeur Louis Christiaens, de Lille.

6. — Conclusions.

7. Documentation sur l'Education Nouvelle.

8. — Bibliographie.

L'EDUCATION NOUVELLE A L'ECOLE PRIMAIRE

format in 8° carré 13,5×21

104 pages sous couverture

deux couleurs

20 figures dans le texte

PRIX : 36 francs (+6 francs de port)

Vous pouvez vous procurer la plaquette auprès de votre Bureau Académique.

Cependant les isolés peuvent s'adresser directement à GOUNON, 19, avenue Simone, La Madeleine (Nord). v.c.p. 920-56 Lille.

qui s'occupe de la diffusion dans toutes les Académies (Métropole et Afrique du Nord).

TAUX DES COTISATIONS

TRAITEMENTS	COTISATION
Inférieur à 40.000	100 fr.
De 40.000 à 50.000	200 fr.
De 50.000 à 80.000	250 fr.
De 80.000 à 120.000	300 fr.
Au-dessus de 120.000	400 fr.

Les ménages syndiqués bénéficient d'un abattement de 100 francs sur la deuxième cotisation.

Liste des Responsables par Académie

Secrétaires

Aix : Vismard, 12, rue Saint-François-de-Salle, Marseille.
 Alger : Mlle Grimaldi, professeur au lycée de Ben-Aknoun.
 Besançon : Culot, 26, rue Rouchaux, Besançon.
 Bordeaux : Mlle Vors, 15, rue de Bruges.
 Caen : Hamel, 11, rue Saint-Jacques, Rouen.
 Clermont : Delange, professeur à la Faculté des Sciences, 14, av. de Locarno, Clermont-Ferrand.
 Dijon : Grand, 30, rue du Lycée, Dijon.
 Grenoble : Mme Brunier, 11, rue des Dauphins, Grenoble.
 Lille : Quenu, 94, rue Nationale, Armentières.
 Lyon : Vurpas, 1, rue Tabareau, Lyon-IV.
 Maroc : Mme Attuyt, 45, boul. du Bou-Regreg, Rabat.
 Montpellier : Mme Comet, lycée de jeunes filles de Montpellier.
 Nancy : Mlle Charpentier, 10, rue Léopold-Lallemand, Nancy.
 Poitiers : Brizon, 29, rue Arsène-Orillard, Poitiers.
 Rennes : M. Léo, 26, place des Lices.
 Strasbourg : Mlle Beaumont, prof. en lycée j. f.
 Toulouse : Genestet, 29, allée des Soupîrs, Toulouse.
Paris :
 Seine et Seine-et-Oise secondaires : Mlle Warat, 67, rue de Buffon (5°).
 Seine : 1^{er} degré : Besnard, 6, rue Carnot, Levallois-Perret.
 Seine-et-Oise : 1^{er} degré : M. Girard, 44, rue de la République, Cormeilles-en-Parisis.
 Autres département, tous ordres d'enseignements :
 Mme Fr. Henry, 40, avenue Bosquet, Paris-7°.

Trésoriers

Aix : Mlle Mourier, 34, rue Saint-Jacques, Marseille. Cc. Marseille 154-40.
 Alger : M. Saint-e-Jan, professeur au lycée Bugeaud.
 Besançon : Henriot, inst., Naisey (Doubs). Cc. Dijon 206-96.
 Bordeaux : Mlle Marchal, 11, rue Victoire-Américaine, Bordeaux. Cc. Bordeaux 1057-55.
 Caen : Mlle Bozzi 47, pl. du Gal de Gaulle, Rouen. Cc. Rouen 749-66.
 Clermont : Mlle Tixier, inst. Dompierre-sur-Besbre (Allier). Cc. Clermont 638-13.
 Dijon : Arminot du Châtelet, 54, boul. Carnot, Dijon. Cc. Dijon 491-43.
 Grenoble : Mlle Roux, 8, rue Etienne-Marcel. Cc. Lyon 1945-51.
 Lille : Dutilleul, instituteur à Evin-Malmaison (Pas-de-Calais). Cc. Lille 140-351.
 Lyon : Tournissou, 341, rue Paul-Bert, Lyon-3°. Cc. Lyon 489-49.
 Maroc : Mlle Sève, prof. au lycée de Rabat. C. C. 216-44.
 Montpellier : Mlle Barboul, sous-économe lycée de Montpellier. Cc. Montpellier 435-56.
 Nancy : Mme Munier, 21, rue Claudot. Cc. Nancy 800-86.
 Poitiers : Mlle Vinay-Pinot, 11 bis, rue des Ecossais, Cc. Bordeaux 1235-68.
 Rennes : Mlle Le Moine, 13, rue Anatole-Le-Braz, Rennes. Cc. Rennes 18-458.
 Strasbourg : Bergeron, 30, avenue du Maréchal-Foch. Cc. Strasbourg 85-67.
 Toulouse : Mlle Lanne, 69, rue de la Concorde, Toulouse. Cc. Paris 372-413.
Paris :
 Mlle Aupetit, 10 bis, rue Ch. Bassée, Fontenay-sous-Bois (Seine). Cc. Paris 5.167-37.

LES CONGRESSISTES DE PROVINCE pourront être logés au lycée Saint-Louis à Paris. Ils devront s'adresser d'abord à notre PERMANENCE qui fonctionnera, 11 bis, RUE ROQUEPINE, dès LE DIMANCHE 14 AVRIL. (de 9 heures 30 à 12 heures et de 14 à 18 heures.